**COMMUNAUTE URBAINE
DE
BORDEAUX**

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
SEANCE PUBLIQUE DU VENDREDI 23 SEPTEMBRE 2011 A 09 H 30
(Convocation du 12 septembre 2011)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt Trois Septembre Deux Mil Onze à 09 h 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de M. Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ASSERAY Bruno, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PARCELIER Muriel, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. RAYNAL Franck, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel
M. DAVID Alain à Mme LACUEY Conchita
M. CAZABONNE Didier à M. Alain CAZABONNE à partir de 11 h 35
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. SOUBIRAN Claude
M. GELLE Thierry à M. BONNIN Jean-Jacques
M. LABISTE Bernard à M. FREYGEFOND Ludovic
M. LAMAISON Serge à M. GUICHOUX Jacques
M. SAINTE-MARIE Michel à M. FELTESSE Vincent jusqu'à 10H et à partir de 11H
M. ANZIANI Alain à M. BAUDRY Claude
Mme BALLOT Chantal à Mme EWANS Marie-Christine
Mme BREZILLON Anne à Mme PIAZZA Arielle
M. BRUGERE Nicolas à M. DUART Patrick
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme COLLET Brigitte
M. CAZENAVE Charles à Mme TOUTON Elisabeth
Mlle DELTIPLE Nathalie à Mlle EL KHADIR Samira
M. EGRON Jean-François à Mme FAORO Michèle

M. JOUBERT Jacques à Mme CHAVIGNER Michèle
M. MAURIN Vincent à Mme MELLIER Claude entre 9 h 50 et 12 h
M. MERCIER Michel à M. AMBRY Stéphane
M. MOGA Alain à M. MANGON Jacques à partir de 11 h 30
M. MOULINIER Maxime à M. DUBOS Gérard à partir de 12 h
M. PAILLART Vincent à M. COUTURIER Jean-Louis
M. PENEL Gilles à M. GUICHARD Max
M. POIGNONEC Michel à M. FLORIAN Nicolas
M. QUERON Robert à M. LABARDIN Michel
M. RAYNAUD Jacques à M. RESPAUD Jacques
M. REIFFERS Josy à M. LOTHAIRE Pierre à partir de 10 h 50
M. ROUYEYRE Matthieu à Mme TERRAZA Brigitte jusqu'à 10 h 20
M. SENE Malick à Mme FOURCADE Paulette
M. SIBE Maxime à Mme PARCELIER Muriel à partir de 11 h 45
M. SOLARI Joël à M. DAVID Jean-Louis
M. TRIJOLET Thierry à M. CHARRIER Alain jusqu'à 10 h 30

LA SEANCE EST OUVERTE

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE ET D'UN SECRETAIRE ADJOINT

MM. DUPRAT et FAVROUL ont été désignés respectivement comme Secrétaire et Secrétaire Adjoint de séance.

ADOPTION du PROCES VERBAL DU 24 JUIN 2011

Le procès verbal de la séance du 24 juin 2011 a été adopté sans observation.

M. le Président Vincent FELTESSE communique à ses collègues un certain nombre d'informations, comme il est de coutume.

Il rappelle d'abord qu'ils ont eu un Conseil chargé au mois de juillet, notamment sur la question de l'évolution des compétences, et qu'ils rentrent maintenant dans une phase de concrétisation des choses, au cours de laquelle il faut que les communes délibèrent à leur tour. Une réunion des Directeurs Généraux des Services a eu lieu et il souhaite que les délibérations puissent être prises le plus rapidement possible, puisqu'ils ont devant eux des sujets à enjeux. Il rappelle qu'ils ont évoqué hier, en Bureau, la question du numérique et des zones blanches, qu'il y a eu lundi une réunion du SMIDDEST sur la question du risque inondations, qu'ils ont encore constaté des difficultés cet été sur les aires de grand passage. Ils ont donc maintenant une délibération cadre, et pour que la Communauté puisse avancer pour le bien être de ses habitants, il souligne qu'il faut que les communes s'emparent pleinement de ce dossier.

Puis il indique qu'au Conseil du mois de juillet, ils ont également eu un débat d'orientations sur le Schéma Métropolitain, dont le projet est, en ce moment, évoqué dans un certain nombre de Conseils Municipaux. Il précise que la prochaine étape sera le 27 octobre où ils feront la restitution au grand public des ateliers qui se sont tenus sur le territoire, afin que l'adoption de la stratégie métropolitaine puisse se faire au Conseil du 25 novembre, et il s'agit de bien avancer là aussi. Il souligne qu'au Conseil du 25 novembre, au niveau de la stratégie métropolitaine, on se concentrera davantage sur les grandes orientations que sur les grands projets qui, selon ces derniers, demandent un degré de maturité ou de mûrissement différent. Il indique qu'un premier grand travail est parti, celui des 50 000 logements autour des transports collectifs. Les ateliers de sites se réunissent à vive allure et il compte présenter à un prochain Bureau l'autre opération qui est le pendant, qui s'appelle 55 000 hectares pour la nature. Il précise que 55 000 hectares, c'est la taille de l'agglomération bordelaise. Ils ont des ressources naturelles très importantes, ils ont des terres agricoles, et il pense que c'est un enjeu fondamental pour la Communauté, y compris en termes de ressources alimentaires. Comme il avait pu l'évoquer avant les vacances, le taux d'autosubsistance au niveau de la CUB est d'un jour sur 365. Il fait observer qu'en Suisse, la loi impose aux cantons d'être auto subsistants. Celui de Genève l'est, et cela organise donc les territoires de manière totalement différente. Ce n'est pas un objectif qu'il leur assigne, mais c'est quelque chose qu'il faut avoir en tête, y compris en termes de déclinaison dans les cantines sur l'agglomération bordelaise.

Il ajoute qu'une des choses qui a été évoquée dans le Projet Métropolitain, c'est de concrétiser ensuite cette dynamique par la coopérative métropolitaine qui réunira un certain nombre d'acteurs. Il pense qu'ils pourraient réunir une première fois la coopérative métropolitaine au mois de décembre, et qu'un des points à l'ordre du jour pourrait être le Grenelle des Mobilités

qu'ils ont évoqué avant l'été, les services pouvant commencer à travailler sur cette question au mois d'octobre, et au mois de novembre, ils pourraient affiner les choses pour, au mois de décembre, lancer officiellement ce Grenelle des Mobilités qui se déroulerait durant 6 mois avec tous les acteurs institutionnels, mais aussi associatifs, y compris des salariés d'entreprises. Il indique qu'ils pourraient ainsi avoir une conclusion vers le mois de mai ou de juin, afin qu'à l'été 2012, la stratégie soit calée ce qui correspondra à l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement, quel que soit le résultat des élections.

Puis il signale qu'au mois de juillet 2012, puisqu'ils ont pris l'habitude d'avoir des Conseils en Juillet toujours chargés, il y a deux, voire trois dossiers, qu'il souhaite voir rythmer l'année, le premier étant la question du Grenelle des Mobilités. Il précise que le second dossier, est celui de la question de la stratégie foncière de l'agglomération bordelaise. Il faut remarquer qu'ils avancent bien sur la question de l'habitat, assez bien sur la question de la production de logements, même si ce n'est jamais suffisant, et ils sont en train de réfléchir sur la société publique locale, mais il n'empêche qu'il manque une pierre à leur dispositif qui est la stratégie foncière. Il pense donc qu'il faut que l'on se donne quelques mois pour affiner les choses, parce que c'est un enjeu important qui sera aussi traité en parallèle dans le PLU et le SCOT. Le dernier chantier qu'il aimerait bien voir rythmer l'année 2011 et 2012, est la question environnementale, ou plus précisément celle des déchets. Il souligne que durant l'année 2010-2011, ils ont fortement avancé sur la question de l'eau et de l'assainissement, et qu'ils auront au mois de novembre, la délibération cadre sur la politique de l'eau et de l'assainissement. Ils ont eu également plusieurs fois le débat en plénière là-dessus, et il pense qu'il faut que l'on fasse le même travail sur la question des déchets, car le plan TRIVAC date maintenant de quelques années. Il ajoute qu'il y a les conséquences, là aussi, du Grenelle, qu'il y a des problèmes d'organisation et de travail qu'il faut intégrer, qu'il y a les vieux dossiers comme le transport des mâchefers, et donc que tous ces sujets doivent être traités avec la même intensité que celle qu'ils ont mise en 2010-2011 sur la question de l'eau et de l'assainissement, mais également avec la même transparence.

Il souligne que d'ici la fin de l'année, ils continueront à suivre un certain nombre de dossiers avec d'une part, la réalisation des grands chantiers, et à ce sujet, ils ont pu voir l'annonce qui a été faite sur l'enquête publique de la ligne D, et d'autre part, ils iront plus loin dans le concours sur Jean-Jacques Bosc. Il ajoute qu'ils devront boucler, d'ici la fin de l'année, la nouvelle génération des contrats de co-développement. Ils font en ce moment la tournée des communes avec Françoise CARTRON, et il annonce que les services municipaux et communautaires ont fortement avancé. Ils doivent pouvoir tenir le calendrier à son avis, avec l'adoption de la nouvelle génération des contrats de co-développement au Conseil du mois de décembre, en même temps que le budget et le PPI pour lequel ils ont eu un séminaire finances il y a une semaine, dans cette même salle.

Il pense aussi au SDODM, à la question économique ou à d'autres points encore qui vont continuer à avancer.

AMELIORATION DES REGLES DE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES – APPLICATION DE LA DELIBERATION 2010/0750 DU 22 OCTOBRE 2010.

POLE ADMINISTRATION GENERALE
Direction Bâtiments et Moyens

- Convention occupation école maternelle La Farandole à Pessac par l'Association Gymnastique Volontaire Magonty/Cap de Bos pour l'année scolaire 2011/2012.
- Convention occupation locaux scolaires Ecole Marcel Pagnol à Lormont par le Foyer Populaire pour la période du 4/07/ au 2/09 2011.

POLE FINANCES

Direction du Budget et des Finances

- BORDEAUX – Rue Jean Fleuret – Construction d'un immeuble de bureaux dans le cadre d'un Bail Emphytéotique Administratif – Cristallisation du taux de référence du crédit escompte – Communication – 1exemplaire du rapport n°17858.

POLE DYNAMIQUES URBAINES

Direction du Foncier

- 2011/905 du 27/05/2011 - Acquisition gratuite + travaux - VILLENAVE D'ORNON – chemin des Orphelins – copropriétaires de la résidence Opéra - 4 500 € - 21.2112.8220.TM00.VB550.
- 2011/931 du 31/05/2011 – DPU - EYSINES – 4 rue du Lieutenant Villemeur – consorts LONGHORN-BALDWIN-RIBIERE - 250 000 €
- 2011/932 du 31/05/2011 – DPU - EYSINES – 178 avenue Jean Mermoz – SCI ALCO-SYSTEM - 250 000 € - 21.8240.2115.UC32.HAA.
- 2011/933 du 31/05/2011 – DPU - LE HAILLAN – 3 rue de la Morandière – consorts DELON-PONS-SOUILLE-MARQUIE - 60 000 € - 21.8240.2115.UC32.HAA.
- 2011/939 du 1/06/2011 – DPU - CENON – 4 rue Louis Mondaut – SCI RUE LOUIS MONDAUT - 420 000 € - 21.8240.2115.UC32.HAA.
- 2011/940 du 1/06/2011 – DPU - EYSINES – 3 bis rue du Moulin à Vent – Mme JOUDINAUD épouse PAGOLA - 560 000 € - 21.8240.2115.UC32.HAA.
- 2011/942 du 1/06/2011 - Acquisition Tramway - Les dispositions de l'arrêté n° 2010/750 du 22/10/2010 restent inchangées - PESSAC – 6 avenue du Haut Lévêque – SCI L'ARCADE.
- 2011/946 du 8/06/2011 - Acquisition Tramway - PESSAC – 88 avenue de Canéjan – l'ETAT - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/947 du 8/06/2011 – Servitude - rues Roger Schwob et Camille Pelletan – OPH AQUITANIS.
- 2011/948 du 8/06/2011- Acquisition gratuite - BLANQUEFORT – 32 rue des Acacias - M. et Mme RIEUBLANC - 21.2112.8220.TC00.VA1A.

- 2011/949 du 8/06/2011 - Acquisition Tramway - 47 rue du Maréchal Joffre – M. et Mme BERNARD - 3 700 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/950 du 8/06/2011 - Acquisition Tramway - 40 impasse du Quatre Septembre – Mme GRESTA - 7 725 € - 21.21110002.KD00TW30.
- 2011/954 du 7/06/2011 – DPU - Arrêté 2011/689 du 1304/2011 retiré - LE BOUSCAT – 264 et 268 avenue de la Libération – SCI LA BONBONNIERE.
- 2011/957 du 7/06/2011 – DPU - BASSENS – rue Fénelon – SARL CIT - 384 426 € - 21.8240.2111.UC32.HAA - 11.6226.8240.A430.
- 2011/958 du 7/06/2011 – DPU - BASSENS – rue Lafayette – consorts VAN DEN ZANDE - 445 000 € - 21.8240.2111.UC32.HAA - 11.6226.8240.A430.
- 2011/959 du 7/06/2011 – DPU - BASSENS – rue Lafayette – Mme MURADO – 534 735 € - 21.8240.2111.UC32.HAA – 11.6226.8240.A430.
- 2011/960 du 7/06/2011 – DPU - BASSENS – rue Fénelon – SARL CIT - 564 246 € - 21.8240.2111.UC32.HAA - 11.6226.8240.A430.
- 2011/982 du 16/06/2011 - Acquisition gratuite Tramway + travaux - BEGLES – diverses parcelles – Commune - 45 000 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/985 du 14/06/2011 – DPU - GRADIGNAN – 30 rue de Chartrèze - M. et Mme BLANCHARD - 190 000 € - 21.8240.2115.UC32.HAA.
- 2011/1000 du 23/06/2011 - Echange parcellaire gratuite + travaux - LE TAILLAN MEDOC – allée des Fleurs - M. et Mme LOCCA - 5 300 € - 21.2112.8220.TN00.VB5190.
- 2011/1001 du 23/06/2011 – Acquisition - SAINT MEDARD EN JALLES – allée Camille Saint Saens – consorts GIRAUDEAU - 400 € - 21.2111.8220.TN00.HB19.
- 2011/1002 du 23/06/2011 – Acquisition - SAINT MEDARD EN JALLES – allée Camille Saint Saens – consorts LESTAGE - 20000 € - 21.2111.8220.TN00.HB19.
- 2011/1003 du 23/06/2011 - Echange parcellaire gratuit - VILLENAVE D'ORNON – chemin de Lysotte – Commune - 21.2112.8220.TM00.VCA00.
- 2011/1004 du 23/06/211 – Acquisition - Arrêté 2010/2003 du 10/12/2010 annulé - BOULIAC – avenue de la Belle Etoile - M. et Mme SANCHEZ - 4 400 € - 21.2112.8220.TC00.VCA00.
- 2011/1005 du 23/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - PESSAC – 91 avenue de Canéjean – Mme CADET - 31 399 € - 21.21110002.DK00TW30.

- 2011/1006 du 23/06/2011 - Acquisition Tramway - Arrêté 2011/727 du 15/04/2011 annulé - PESSAC – 6 avenue du Haut Lévêque – SCI L'ARCADE - 870 000 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1007 du 23/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - PESSAC – 89 avenue de Canéjan – M. CLIVAZ - 29 985 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1008 du 23/06/2011 - Acquisition gratuite - EYSINES – 58 rue des Graves 6 m ; ET Mme FAUGERE - 21.2112.8220.TN00.VB162.
- 2011/1009 du 23/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - PESSAC – avenue de la Châtaigneraie – Copropriétaires de la résidence la Châtaigneraie - 40 168 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1010 du 23/06/2011 - Echange parcellaire - BLANQUEFORT – rue de la Gare SNCF - 7 020 € - 21.2111.8220.D320.TAB.
- 2011/1011 du 23/06/2011 - Acquisition gratuite - SAINT MEDARD EN JALLE – 13 rue Eloi Dugay - M. et Mme BEYLOT - 21.2112.8220.TN00.TW449.
- 2011/1012 du 23/06/2011 - Acquisition + travaux - SAINT MEDARD EN JALLES – 24 rue Eloi Dugay - M. IMBERT - 4 330 € - 21.2112.8220.TN00.VB449.
- 2011/1025 du 24/06/2011 – DPU - EYSINES – avenue du Médoc – SCI BK - 232 000 € - 21.8240.2111.UC32.HAA.
- 2011/1026 du 24/06/2011 – DPU - EYSINES – avenue du Médoc – SCI SAINT MARC - 304 240 € - 21.8240.2111.UC32.HAA.
- 2011/1027 du 24/06/2011 – DPU - EYSINES 23 rue du Lagunet – M. FERRAN - 21.8240.2111.UC32.HAA.
- 2011/1045 du 28/06/2011 - Acquisition + travaux - EYSINES – 42 rue des Graves – Mme LICOINE 17 956 € - 21.2112.8220.TN00.VB162.
- 2011/1046 du 28/06/2011 - Acquisition gratuite - EYSINES – allée des Graves – OPH Gironde Habitat - 21.2112.8220.TN00.VB162.
- 2011/1047 du 28/06/2011 - Acquisition + travaux - EYSINES – 61 rue des Graves – M. METBACH Félix - 4 100 € - 21.2112.8220.TN00.VB162.
- 2011/1048 du 28/06/2011 - Acquisition gratuite + travaux - VILLENAVE D'ORNON – rue Raymond Poincaré – Commune - 18 050 € - 21.2112.8220.TM00.VB550.
- 2011/1049 du 28/06/2011 - Acquisition + travaux - PAREMPUYRE – rue des palus – M. BENSAC - 10 338 € - 21.2112.8220.KD00.VCA00.
- 2011/1050 du 28/06/2011 – Acquisition - SAINT AUBIN DE MEDOC – 59 route de Hourton - M. et Mme GRILLE - 3 180 € - 21.2112.8220.KD00.VCA.

- 2011/1051 du 28/06/2011 – Acquisition - SAINT AUBIN DE MEDOC – 57 route de Hourton - M. et Mme GILLE - 3 600 € - 21.2112.8220.KD00.VCA00.
- 2011/1052 du 28/06/2011 – Acquisition - SAINT AUBIN DE MEDOC – 43 route de Hourton - Melle CORCORAL et M. GOUYE - 560 € - 21.2112.8220.KD00.VCA00.
- 2011/1053 du 30/06/2011 - Acquisition + travaux - VILLENAVE D'ORNON – 64 rue Léon Gambetta – conjoints PLESSIER - 19 900 € - 21.2112.8220.TM00.VB550.
- 2011/1054 du 30/06/2011 - Acquisition + travaux - VILLENAVE d'ORNON – angle rue Raymond Poincaré et 73 rue Léon Gambetta – M. LAUET - 18 500 € - 21.2112.8220.TM00.VB550.
- 2011/1055 du 30/06/2011 - Acquisition + travaux - VILLENAVE D'ORNON – 82 rue Pierre Curie - M. et Mme SIMOES - 42 184 € - 21.2112.8220.TM00.VB550.
- 2011/1056 du 30/06/2011 - Acquisition + travaux - VILLENAVE D'ORNON – 41 rue Raymond Poincaré - Mmes MUR et LOPEZ - 14 684 € - 21.2112.8220.TM00VB55.
- 2011/1057 du 30/06/2011 - Acquisition + travaux - VILLENAVE D'ORNON – 43 rue Raymond Poincaré - M. et Mme HUET - 13 910 € - 21.2112.8220.TM00.VB550.
- 2011/1058 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - PESSAC – 16A avenue du Haut Lévêque - M. CHEFNOURRY - 23 336 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1059 du 30/06/2011 - Indemnisation pour cessation d'activité commerciale - PESSAC – 6 avenue du Haut Lévêque - Mme KPADONOU - 203 450 € - 21.21150002.KD00.TW30.
- 2011/1060 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway - PESSAC – 14A avenue du Haut Lévêque – Melle IZARD - 21 094 € - 21.21110002.DK00.TW30.
- 2011/1061 du 30/06/2011 - Acquisition + travaux - PAREMPUYRE – rue des Palus – conjoints CHAUSSAT - 1 665 € - 21.2112.8220.KD00.VCA00.
- 2011/1062 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - BORDEAUX – 8 rue Edouard Faure – SCI BATIGROS SOCIETE GENERALE DES BOIS - 48 800 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1063 du 30/06/2011 – Acquisition - BORDEAUX – 28 route de Toulouse – FONCIA CHABANNEAU - 8 770 € - 21.2112.8220.KD00.VCA00.
- 2011/1064 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway - BEGLES – 510 route de Toulouse - Mme FOURTEAU M. HAZERA - 460 000 € - 21.21150002.KD00.TW30.
- 2011/1065 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - BEGLES – 65 rue de Verdun/89 et 91 rue Rochemond – conjoints JIMENEZ - 17 700 € - 21.21110002.KD00.TW30.

- 2011/1066 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway - BEGLES – 532 route de Toulouse – SA D'HLM DOMOFRANCE - 12 566 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1067 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - BEGLES – 66 rue des Frères Moga - M. et Mme DARDILLAC - 8 100 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1068 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - BEGLES – 73 rue des Frères Moga - M. et Mme SULLY - 46 000 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1069 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - BEGLES – 25 rue de Verdun – Melle QUERBES - M. QUERBES - 10 200 € - 21.21110002.DK00.TW30.
- 2011/1070 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - BEGLES – 11 rue Gaston et Jean Martin – M. et Mme DO BARREIRO - 26 000 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1071 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - BEGLES – 1 rue Gaston et Jean Martin - M. et Mme COQUET - 8 100 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1072 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway - BEGLES – 95 rue du Maréchal Joffre – M. MARTIN - 18 060 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1073 du 30/06/2011 – Acquisition - AMBARES ET LAGRAVE – rue Guillaume Peychaud - conjoints LABORDE/CLEMENTI - 200 € - 21.2112.8220.O100.VB00304.
- 2011/1074 du 30/06/2011 - Acquisition + travaux - AMBARES ET LAGRAVE – rue de Rabaneau - conjoints VALDE/DELERM - 19 112 € - 21.2112.8220.TL00.VB00304.
- 2011/1075 du 30/06/2011 - Acquisition gratuite + travaux - AMBARES ET LAGRAVE – 4 rue Léon Blum – M. et Mme GIRONES - 16 130 € - 23.2315.8220.TL00.VB00304.
- 2011/1095 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway - LE HAILLAN – avenue de Magudas – M. BAQUEY - 1 125 640 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1096 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway - MERIGNAC – rue Alphonse Daudet – Société Civile de Construction et de Vente Alphonse D - 24 100 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1097 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - PESSAC – 118bis/118ter avenue de Canéjan – indivision RICHAIR/PELE/SCI FBCF - 20 384 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1098 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - PESSAC – avenue du Haut Lévêque – copropriétaires « Les Cottages du Haut Lévêque » - 24 525 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1099 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - BORDEAUX – avenue du Docteur Schinazi – M. et Mme DEMETER - 4 340 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1100 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway + travaux - BEGLES – rue Ambroise Croizat – copropriétaire de la Résidence Kléber - 139 947 € - 21.21110002.KD00.TW30.

- 2011/1101 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway - BEGLES – rue Ambroise Croizat – Mme ROBERT - 7 093 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1102 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway - BEGLES – rue Ambroise Croizat - M. et Mme PRABONNAUD - 7 093 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1103 du 30/06/2011 - Acquisition Tramway - BEGLES – rue Ambroise Croizat – M. MESSER – 7 093 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1162 du 7/07/2011 - Servitude définitive de passage gratuite - BOULIAC – Lotissement Domaine de Belfontaine – Association Syndicale du lotissement Domaine de Belfontaine - 21.2111.TE00.UF.
- 2011/1163 du 7/07/2011 - Servitude définitive de passage gratuite - BOULIAC – lotissement de Belfontaine – M. PLANTEY 21.2111.TE00.UF.
- 2011/1164 du 7/07/2011 - Acquisition Tramway + travaux - PESSAC – 103 avenue de Canéjean - M. et Mme DUPOUY - 21 116 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1165 du 7/07/2011 - Servitude définitive de passage gratuite - CARBON BLANC – Lotissement les Hautes Rives rue du Vignoble – M. et Mme MONPOUILLAN - 21.2111.TE00.UF.
- 2011/1216 du 8/07/2011 – DPU - EYSINES – 111 rue Jean Mermoz – SA MAISON ANDRE BEAU - 510 000 € - 21.8240.2115.UC32.HAA.
- 2011/1224 du 8/07/2011 – DPU - LE TAILLAN MEDOC – chemin Profond - Mme TAUDIN - 1 500 € - 21.8240.2111.UC32.HAA.
- 2011/1317 du 25/07/2011 - Acquisition + travaux - SAINT MEDARD EN JALLES – 24 rue Eloi Dugay - M. TAUZIN - 1678 € - 21.2112.8220.TN00.VB449.04.
- 2011/1318 du 25/07/2011 – Acquisition - SAINT MEDARD EN JALLES – allée du Pont de la Pierre - OPH Gironde Habitat - 31 250 € - 21.2112.8220.TN00HB19.
- 2011/1319 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite + travaux - SAINT MEDARD EN JALLES – 143 rue Blaise Pascal – Mme AVEHOUNKPAN - 12 350 € - 21.2112.8220.TN00.VA1A.
- 2011/1320 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite + travaux - SAINT MEDARD EN JALLES – 10 rue Albert Menaut – Mme SERRES - 7 100 € - 21.2112.8220.TN00.VA1A.
- 2011/1321 du 25/07/2011 - Cession + servitude gratuite + travaux - FLOIRAC – avenue du Président François Mitterrand – Commune - 41 240 € - 77.775.8240.UC31 - 011.61523.8112.TE00.
- 2011/1322 du 25/07/2011 - Cession à l'euro symbolique - LE TAILLAN MEDOC – rue de l'Ecureuil – OPH Gironde Habitat - 1 € - 77.775.8240.UC12.

- 2011/1323 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite - VILLENAVE D'ORNON – 221 avenue des Pyrénées – Institut National de la Recherche Agronomique - 21.2112.8310.TE00.PD00.
- 2011/1324 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite + travaux - VILLENAVE D'ORNON – 39 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny – Copropriétaires de la résidence du Vieux Bourg - 2 450 € - 21.2112.8220.TM00.VB550.
- 2011/1325 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite - TALENCE – angle rue Pierre Romain et rue Frédéric Sévène – SCI Pierre Romain - 21.2112.8220.TM00.VA1A.
- 2011/1326 du 25/07/2011 – Acquisition - LE TAILLAN MEDOC – 19 chemin des Duragnes - M. et Mme SANCHEZ-BOSC - 6 300 € - 21.2112.8220.TN00.VA1A.
- 2011/1327 du 25/07/2011 – Acquisition - LE TAILLAN MEDOC – 28 avenue de la Boétie - M. et Mme SARRAMONA - 1 610 € - 21.2112.8220.TN00.VA1A.
- 2011/1328 du 25/07/2011 - Indemnité pour déplacement panneaux publicitaires - PESSAC – avenue du Haut Lévêque – ST2 Clear Channel Outdoor - 2 203,93 € - 67.67180002.KD00.
- 2011/1329 du 25/07/2011 - Acquisition tramway - PESSAC – 2 rue Guittard – M. et Mme FERREIRA ANTUNES RUI - 13 291 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1330 du 25/07/2011 - Acquisition tramway - PESSAC – 1 rue Guittard – M. et Mme LOUIS - 116 450 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1331 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite - PESSAC – avenue Roger Cohé – Commune - 21.2112.8220.TM00.VA1A.
- 2011/1332 du 25/07/2011 - Acquisition + travaux Tramway - PESSAC – 11 rue Guittard – Mme LOPEZ - 9 528 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1333 du 25/07/2011 - Acquisition + travaux Tramway - PESSAC – 113 avenue de Canéjan – M. RONCAROLO - 67 265,56 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1334 du 25/07/2011 - Eviction commerciale Tramway - MERIGNAC – 15 place Charles – Sté Bordeaux Santé - 674 350 € - 21.21150002.KD00.TW30.
- 2011/1335 du 25/07/2011 - Acquisition + travaux Tramway - MERIGNAC – 68 rue des Frères Robinson SCI ARIMAL - 22 790 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1336 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite + travaux - BOULIAC – chemin de Malus – M. DUBOS - Mme CHABOT - 52 710 € - 21.2112.8220.TN00.VB065.
- 2011/1337 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite + travaux - BOULIAC – chemin de Malus – M. et Mme HADENGUE - 38 690 € - 21.2112.8220.TL00.VB065.
- 2011/1338 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite + travaux - BOULIAC – chemin de Malus – M. ANDUREAU - 19 956 € - 21.2112.8220.TL00.VB065.

- 2011/1339 du 25/07/2011 - Acquisition gratuite + travaux - BEGLES – 28 rue Hippolyte Tandonnet - époux CAMEIRA - 9 300 € - 21.2112.8220.TM00.VA1A.
- 2011/1340 du 25/07/2011 - Acquisition + travaux tramway - BEGLES – 90 rue du professeur Bergonié – SA D'HLM MESOLIA HABITAT - 78 496 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1341 du 25/07/2011 - Acquisition Tramway - BEGLES – 19 impasse Léon Gambetta – consorts PUYOOU/CARRASSE - 4 410 € - 21.21110002.KD00.TW30.
- 2011/1349 du 22/07/2011 – DPU - BLANQUEFORT – 40 avenue du XI Novembre - 460 000 € - 21.8240.2111.UC32.HAA - 11.6226.8240.A430.
- 2011/1387 du 27/01/2011 - Acquisition + travaux - PAREMPUYRE – rue des Palus – Mme FRATTINI - 3 292,80 € - 21.2112.8220.TC00.VCA00.
- 2011/1388 du 27/07/2011 - Acquisition + travaux - PAREMPUYRE – rue des Palus – Mme SAPIERRE - 26 318,60 € - 21.2112.8220.KD00.VCA00.
- 2011/1389 du 27/07/2011 - Acquisition + travaux - PAREMPUYRE – rue des Palus – M. et Mme BARDET - 2 832 ,40 € - 21.2112.8220.KD00.VCA00.
- 2011/1390 du 27/07/2011 - Acquisition + travaux - PAREMPUYRE – rue des palus – Groupement Foncier Agricole du Grand Clapeau - 4 946,60 € - 21.2112.8220.KD00.VCA00.
- 2011/1391 du 27/07/2011 - Acquisition + travaux - PAREMPUYRE – 101 rue des Palus – M. DUPIN - Melle WINTERSTEIN - 10 415,04 € - 21.2112.8220.KD00.VCA00.
- 2011/1392 du 27/07/2011 - Cessation anticipé d'activité – Tramway - PESSAC – 4bis avenue du Haut Lévêque – SARL BERNARD IMMOBILIER PESSAC - 100 000 € - 21.21150002.KD00.TW30.
- 2011/1393 du 27/07/2011 - Cessation anticipé d'activité – Tramway - PESSAC – 6 avenue du haut Lévêque – SARL ADHAPT - 248 913 € - 21.21150002.KD00.TW30.
- 2011/1394 du 27/07/2011 - Acquisition gratuite - BEGLES – rue Louis Mallet – Sté HLM DOMOFRANCE - 21.2111.8310.TE00.PD00.
- 2011/1395 du 27/07/2011 - Annulation du l'arrêté 2010/1557 du 9/09/2010 – Acquisition - LE BOUSCAT – avenue d'Eysines – SCI L'ANGLE - 29 370 € - 21.2112.8220.TC00.VA1A.
- 2011/1396 du 27/07/2011 - Servitude de passage - MERIGNAC – avenue François Mitterrand – OPH Gironde Habitat - 21.2111.O200.UF.
- 2011/1397 du 27/07/2011 - Acquisition gratuite - VILLENAVE D'ORNON – chemin de Leysotte – Commune - 21.2112.8310.TM00.PD00.

- 2011/1398 du 27/07/2011 - Acquisition gratuite - BLANQUEFORT – avenue du Général de Gaulle - Conseil Général de la Gironde - 21.2112.8220.TN00.VCA00.
- 2011/1399 du 27/07/2011 - Acquisition gratuite - rue de Bordeaux et rue de Macau - Conseil Général de la Gironde - 21.2112.8220.TN00.VCA00.
- 2011/1400 du 27/07/2011 - Acquisition + travaux - TALENCE – 36 chemin Bontemps – copropriétaires de la résidence Bayard - 15 100 € - 21.2112.8220.TM00.VA1A.
- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE - SAINT LOUIS DE MONTFERRAND – lieudit Barrière Duroy – Commune.
- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE - PESSAC – avenue Canteranne – SEML ROUTE DES LASERS.
- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE - BORDEAUX – cours Barbey – Commune.
- PRET A USAGE - GRADIGNAN – 6 et 8 rue Pasteur – Commune.
- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE - BORDEAUX BASTIDE – rue Lajaunie quai de Brazza - Entreprise EIFFAGE.
- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE - BORDEAUX – rue Joseph Abria – Département de la Gironde.
- AVENANT A LA CONVENTION DU 7/07/2010 - EYSINES – 12 rue de la Gare – Commune.
- AVENANT n° 1 AU CONTRAT ADMINISTRATIF DU 27/11/2002 - BORDEAUX – 9 rue de Ségur – SAEM GERTRUDE.
- CONVENTION D'OCCUPATION PROVISOIRE - MERIGNAC – 40 avenue de la Marne – SARL CECCHI'K.
- PRET A USAGE - LORMONT – 20 rue Sourbes – Commune.
- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE - CARBON BLANC – 15 rue Thérèse – COS de la Commune.

POLE DE LA PROXIMITE
Direction de la voirie

- Arrêté n°977 du 10 juin 2011 – LE TAILLAN MEDOC – Lot « Le Domaine de Jau » - Classement de l'impasse des Trotelles, de l'allée de Trotelle, de l'allée des Grives et de l'allée Jean Descat.
- Arrêté n°1021 du 24 juin 2011 – ARTIGUES PRES BORDEAUX – Lot « La Treille » - Classement de la rue René Lévy et de l'allée Berthier Albrecht.

- Arrêté n°1386 du 26 juillet 2011 – LE BOUSCAT – Rue Poincaré – Parcelles AL 98, 99, 100, 101 et 102 – Reprise d'alignement.

POLE ADMINISTRATION GENERALE

Direction des Affaires Juridiques

Contentieux

En défense :

Procédures en référé

- Monsieur TICHADOU c/CUB – Requête devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux tendant à l'annulation de l'ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux en date du 14 avril 2011 ayant rejeté sa demande d'expertise dans une affaire d'assainissement au 69 impasse Mansencal à Villenave d'Ornon – Décision de la CUB de défendre ses intérêts dans cette instance.

Procédures au fond

- SARL ECF-CESR-FP c/CUB – Requête devant le Tribunal Administratif de Bordeaux tendant à l'annulation du marché n° M101143U attribué à la SARL Fauvel Fomation le 21 février 2011, lot n° 10, " FCO Conducteurs affectés au transport de marchandises" – Décision de la CUB de défendre ses intérêts dans cette instance.
- SCI Edouard Vaillant Bourbon et Corsica c/CUB – Requête devant le Tribunal Administratif de Bordeaux tendant à l'annulation de l'arrêté de préemption du 1er avril 2011 des parcelles sises 27, 51 et 65 cours Edouard Vaillant à Bordeaux et à déclarer illégale la délibération 2006/0547 du 21 juillet 2006 instituant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU – Décision de la CUB de défendre ses intérêts dans cette instance.
- TRANS'CUB – MM. DUBOS – HARDUIN – GARAYOA et TEISSEIRE c/CUB – Recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux contre la délibération 2010/0733 du 22 octobre 2010 déclarant d'intérêt général le projet d'extension des lignes A, B et C du tramway – Décision de la CUB de défendre ses intérêts dans cette instance.
- SCI SAH c/CUB – Requête devant le Tribunal Administratif de Bordeaux pour excès de pouvoir à l'encontre de l'arrêté de déclaration d'utilité publique de Monsieur le Préfet de la Gironde du 19 janvier 2011 relatif au projet d'extension du parking du centre technique de la CUB à Bègles et à l'encontre de l'arrêté de cessibilité en date du 16 février 2011 - Décision de la CUB de défendre ses intérêts dans cette instance.
- Société BP 3000 c/CUB – Renvoi par le Conseil d'Etat devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux (la CUB sollicite le remboursement de la taxe foncière sur les propriétés bâties relative au parc de stationnement Tourny pour l'exercice 2004 d'un

montant de 61050 €) - Confirmation de la CUB de sa décision d'ester devant la Cour Administrative d'Appel.

Montant des honoraires

Procédures d'expropriation

- BRUGES – Affaire CUB / LACOSTE – Signification jugement - Maître CASIMIRO - 172,98 €

Procédures d'expulsion

- VILLENAVE D'ORNON – 18 avenue de Lattre de Tassigny – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1324,12 €
- FLOIRAC – Lieu-dit « Le Canon » - Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1069,61 €
- LE TAILLAN MEDOC – Chemin du Chai – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1137,46 €
- VILLENAVE D'ORNON – Rue J. Pages – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 579,92 €
- PESSAC – Avenue Canteranne – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 581,82 €
- VILLENAVE D'ORNON – Etang Galgon – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1155,84 €
- MERIGNAC – 44 avenue de la Marne – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 419,63 €
- BORDEAUX – Quai Hubert Prom – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1306,80 €
- BORDEAUX – Quai de Paludate – Eviction d'un occupant d'un véhicule sur parking - Maître CASIMIRO - 632,95 €
- BORDEAUX – 9 rue Lucien Faure – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 478,40 €
- GRADIGNAN – Eviction squatters – Frais de déménagement - Maître CASIMIRO - 358,80 €
- BORDEAUX – 57/59 boulevard Antoine Gautier – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 525,31 €

- BORDEAUX – 34 quai de Paludate – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 1459,13 €
- FLOIRAC – 34 rue Jules Guesdes – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 2036,10 €
- BORDEAUX – Rue d'Artagnan – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 611,72 €
- CENON – 1 rue du Maroc – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 117,50 €
- BORDEAUX – Quai Hubert Prom – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1383,42 €
- BORDEAUX – Bassin d'étalement – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 1087,43 €
- BRUGES – ZAC Tasta – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1071,51 €
- BORDEAUX – 1 quai Armand Lalande – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 628,07 €
- BORDEAUX – 30 rue Chantecrit – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 727,83 €
- BORDEAUX – 13 rue Lucien Faure – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 900,48 €
- BORDEAUX – 11 rue Lucien Faure – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 716,82€
- EYSINES – Lieu dit Cantinolles – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 647,77 €
- BORDEAUX – 15 rue Mayaudon – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 1378,81€
- BORDEAUX – Ancienne caserne Niel – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1260,67 €
- VILLENAVE D'ORNON – Avenue de Lattre de Tassigny Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1321,27 €
- BORDEAUX – Rue de la Rotonde – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1247,72 €
- BORDEAUX – 9 rue Lucien Faure – Eviction de squatters - Maître CASIMIRO - 351,78€
- PESSAC – Bioparc – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1528,62 €

- VILLENAVE D'ORNON – Rue Montrignac – Eviction de gens du voyage - Maître CASIMIRO - 1786,25 €

Transactions

- CUB / Mme Liliane De Domingo – Indemnisation d'un préjudice n'entrant pas dans le champ des garanties du contrat d'assurance « responsabilité civile générale » de la CUB (infiltrations d'eau au rez-de-chaussée du 7 bis cours Evrard de Fayolle à Bordeaux) - Mme DE DOMINGO - 1265,33 €

POLE ADMINISTRATION GENERALE

Direction Bâtiments et Moyens

- Convention mise à disposition temporaire de l'école Franscisque Poulbot à la Commune de Cenon.
- convention de mise à disposition d'une partie des locaux de l'ex 3^{ième} circonscription de voirie à la Commune de Villenave d'Ornon.
- Convention occupation école maternelle Jean Monnet à Bordeaux par le CUB de Karaké du Lac pour l'année 2011.
- Convention occupation école maternelle LAC 2 à Bordeaux par l'Association des Centres d'animation des quartiers de Bordeaux pour l'accueil péri scolaire pour l'année 2011.
- Convention occupation locaux scolaire Ecole Elémentaire LAC 2 pour la période du 5 septembre au 31 décembre 2011 par :
 - Club de Karaté du Lac
 - Ecole AMV Kung FU
 - Association Sport, Evolution Arts Energétiques
 - Association GV du Lac

Communication effectuée

AFFAIRES REGROUPEES

M. le Président Vincent FELTESSE demandant au secrétaire de séance de donner lecture de la liste des affaires regroupées qui a fait l'objet d'un dépôt sur table, **Mme FAYET** souhaiterait faire un tout petit commentaire autour de la délibération 32 qui a été regroupée, et qui concerne la subvention à l'association Emmaüs pour l'installation de chalets à Bordeaux-Nord. Elle souligne qu'elle n'était pas regroupée dans le document examiné hier en Bureau et l'a été depuis.

M. le Président Vincent FELTESSE lui indique qu'elle sera dégroupée et qu'elle fera l'intervention à ce moment là.

M. CHAUSSET signale que parmi les affaires regroupées, les élus Europe Écologie les Verts s'abstiendront sur les dossiers 13, 17 et 18.

M. MILLET précise que dans les affaires regroupées, il y a la question n°25 concernant l'instauration d'un périmètre de prise en considération, et qu'en cohérence avec un vote déjà émis en Conseil Municipal, il votera contre.

M. GUICHARD indique que les élus Communistes et apparentés voteront contre la 17 et la 18 qui portent sur des pôles de compétitivité, et ne participeront pas au vote de la 74 (Jumping), et de la 76 (Décastar).

Il précise ne pas avoir entendu parler de la 35, ni de la 37, ou de la 71, et si c'était très clair pour lui en Bureau et ça ne l'est plus du tout. Il indique que s'il y en a un dossier qui est passé à l'as, il le dira, et il demandera qu'ils y reviennent.

M. DUCHENE ayant rappelé que les numéros **15**, **53**, et **126**, sont non attribués, donne lecture des affaires qui font l'objet d'un regroupement que le Conseil avalise. Ces affaires sont les suivantes :

Affaires regroupées

M. FELTESSE

2011/9/ 2 Décision - Autorisation - Recomposition triennale - Missions - Conseil de Développement Durable

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 5 LORMONT - Desserte du Parc de l'Ermitage - Bilan de la Concertation / Dossier définitif du projet - Décision - Approbation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 6 Talence - Aménagement de la Place Espeleta - Travaux d'éclairage public - Fonds de concours - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 7 Fonds de Proximité - Fonds d'Intérêt Communal (F.I.C.) - Programmation 2011/2012/2013 de la voirie de proximité - Recalage - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 8 Marchés Publics - Réalisation de balayage pour ouvrages de voirie - spécifiques sur le territoire de la communauté urbaine de Bordeaux - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 9 BOULIAC - Fiche action CODEV n°4 - Aménagement du giratoire Pont de Bouliac - Eclairage public - Fonds de concours - Décision - Convention - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 10 Marchés publics - Ville de Cenon - ZAC Cenon Pont Rouge - Ilôt B2 - Réalisation du parvis de la Mairie - Appel d'offres - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 11 PESSAC - Aménagement des espaces emblématiques du centre ville - place de la 5ème République - travaux d'infrastructures, d'éclairage public, de fontainerie et d'espaces verts - lot 4 espaces verts - marché 11 167 U - SARL M.T.E. 16 - Résiliation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 12 VILLENAVE D'ORNON - Aménagement du Centre bourg - Eclairage public - Fonds de concours - Décision - Convention - Autorisation.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 13 Talence - Opération de recomposition urbaine du "Coeur de quartier" de Thouars : programme de travaux d'infrastructures de requalification des voiries et création d'un espace public central paysager : Ouverture de la concertation réglementaire sur le programme de travaux - Décision - Autorisation

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient**

M. TOUZEAU

2011/9/ 14 Marchés Publics - Bordeaux – Aménagement de la place du Palais - Marché 08353U - Réclamation - Transaction - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. A CAZABONNE

2011/9/ 16 Association "La Mémoire de Bordeaux, de la Communauté urbaine et de ses communes" - Centre de documentation et de recherche" - Subvention complémentaire pour l'année 2011 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BENOIT

2011/9/ 17 Pôle de compétitivité Aerospace Valley - Programme d'actions 2011 - Subvention - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

Le groupe des élus Europe Ecologie les Verts s'abstient et le groupe des élus Communistes et Républicains vote contre

M. BENOIT

2011/9/ 18 Association Prod'Innov - Programme d'actions 2011 - Subvention - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

Le groupe des élus Europe Ecologie les Verts s'abstient et le groupe des élus Communistes et Républicains vote contre

M. BENOIT

2011/9/ 19 Cap Sciences - Programme d'actions 2011 - Subvention de fonctionnement et d'équipement de la Communauté Urbaine -Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BENOIT

2011/9/ 20 Association Cent Ans de l'Aviation à Bordeaux Mérignac - Programme d'actions 2011 - Subvention - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BENOIT

2011/9/ 21 Cancéropôle Grand Sud -Ouest - Organisation des 7èmes journées Cancéropôle Grand Sud Ouest du 18 au 20 octobre 2011 - Subvention - Convention - Décision - Autorisation

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
M. REIFFERS ne prend pas part au vote**

Mme BOST

2011/9/ 22 ASSOCIATION U-TOPOS Association des étudiants et diplômés de l'IATU - Organisation d'une journée de conférences et de débats sur la thématique de l'évolution de l'urbanisme au cours des trente dernières années - 6 octobre 2011 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/9/ 23 MERIGNAC - contrat de co-développement 2009-2011 action n° 57 "Elaboration d'une charte paysagère" - versement de la participation communautaire - Convention - Validation - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/9/ 24 BASSENS - secteurs Lisières et Quartiers Nord - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L.111-10 du Code de l'Urbanisme - Approbation - Autorisation -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/9/ 25 MERIGNAC - secteur Pont Yser-Pichey - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L. 111-10 du Code de l'Urbanisme - Approbation - Autorisation

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
M. MILLET vote contre**

Mme BOST

2011/9/ 26 FLOIRAC - Implantation de deux postes réseaux sur la ZAC des Quais à Floirac - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/9/ 27 LORMONT - ZAC « Quai Chaigneau-Bichon » - Convention de mandat CUB / BMA pour la réalisation des équipements publics d'intérêt général - Achèvement de la mission- Quitus donné à BMA - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/9/ 28 MERIGNAC - ZAC Centre Ville - CRAC 2010 - Approbation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/9/ 29 Accord cadre "Etude d'impact environnemental, dossiers d'enquête publique et dossiers au titre de la loi sur l'eau" - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/9/ 30 BRUGES - ZAC du Tasta- Phase 3 - Travaux d'infrastructures et de VRD - Marché n°11171U - Avenant n°1 -Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/9/ 31 LORMONT - ZAC "Quai Chaigneau Bichon" - CRAC 2010 - Approbation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CARTRON

2011/9/ 33 Commune d'Artigues-près-Bordeaux - Organisation d'Art et Paysage du 15 juin au 11 septembre 2011 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CARTRON

2011/9/ 34 Commune de Bordeaux - Organisation de la biennale d'art urbain EVENTO du 6 au 16 octobre 2011 - Subvention de la Communauté Urbaine - Modification de la convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CARTRON

2011/9/ 36 Contrats de co-développement 2009-2011 - Adaptations des contrats - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. D CAZABONNE

2011/9/ 38 Collecte de la résidence "Cité Maurice Thorez" à Bègles - Convention passée entre SAEMCIB et la Communauté Urbaine - Autorisation - Signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. D CAZABONNE

2011/9/ 39 Collecte de la résidence Moulineau à Eysines - Convention passée entre la société Domofrance et la Communauté Urbaine de Bordeaux - Autorisation - Signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. D CAZABONNE

2011/9/ 40 Collecte et traitement de déchets assimilés aux ordures ménagères - Exonération de la redevance spéciale perçue par la Communauté Urbaine - Demande de l'Association "Croix Rouge Française" - Renouvellement - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. D CAZABONNE

2011/9/ 41 Transaction Cub - Ville de Cenon - Rive Droite Energie - Autorisation de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. D CAZABONNE

2011/9/ 42 Protocole transactionnel passé entre la société CITEC et la Communauté Urbaine de Bordeaux - Autorisation de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. D CAZABONNE

2011/9/ 43 Conventions de collecte conteneurs enterrés ou semi enterrés - Approbation - Autorisation de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2011/9/ 45 Marchés Publics - Extension du réseau Tramway 2013/14 - Réalisation des quais de station - Lignes B (Pessac) et C (Bègles) - Marché de travaux - Appel d'offres ouvert - Autorisation - (Station 302)

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2011/9/ 46 Marchés Publics - Réseau tramway 2013/14 - Extension de la ligne C - Travaux de réalisation de l'ouvrage de franchissement de la rocade - au niveau du parc des expositions à Bordeaux (OA 301) - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2011/9/ 47 Marchés Publics - Réseau tramway 2013/14 - Marché de travaux - Ligne C Bègles - Ouvrage de franchissement des voies ferroviaires (OA 303) - Appel d'offres ouvert - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2011/9/ 48 Marchés publics - Extension du réseau de transports en commun en site propre / Tramway - Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du projet tram-train du Médoc - Marché n°09 366 U - Etudes supplémentaires - Avenant n°1 - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CURVALE

2011/9/ 49 Université de Bordeaux 3 - Soutien au programme de recherche - Subvention - Approbation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CURVALE

2011/9/ 50 Thermographie aérienne - Accompagnement Point Info Energie de la Maison de la Promotion Sociale - Prolongement de la mission - Avenant à la convention financière - Subvention de fonctionnement - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUCHENE

2011/9/ 51 BORDEAUX - ZAC "Lucien Faure" Convention de mandat CUB/BMA pour la coordination des études pré-opérationnelles et des études nécessaires à la constitution des dossiers de création et de réalisation de la ZAC - Achèvement de la mission - Quitus donné à BMA - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUCHENE

2011/9/ 52 BORDEAUX - ZAC "Coeur de Bastide" - CRAC 2010 - Approbation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUPRAT

2011/9/ 54 Réseau Tbc - Convention Modalis TER/tbc - Approbation - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUPRAT

2011/9/ 55 CUB - Fermeture provisoire d'établissements publics scolaires du secondaire - Transport des élèves vers d'autres établissements scolaires - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET

2011/9/ 56 Commune de Bordeaux - Subvention surcharge foncière dans le cadre de l'acquisition amélioration de 8 logements PLUS CD dans le cadre du projet de renouvellement urbain Saint Jean situés à Bordeaux 31, rue de l'Arsenal - Année 2011

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET

2011/9/ 57 Commune de Bordeaux - Subvention de surcharge foncière dans le cadre de la construction de 47 logements PLUS/PLAI dans le cadre du projet de renouvellement urbain Saint Jean situés à Bordeaux 54-58, rue Poujeau - Année 2011

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET

2011/9/ 58 Opération Programmée d'Amélioration de l'habitat Rénovation Urbaine hôtels meublés de Bordeaux 2011/2016, du Programme National de Requalification - des Quartiers Anciens (PNRQAD) de Bordeaux - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET

2011/9/ 59 PLH - Délégation des aides à la pierre - Programme Social Thématique 2011 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET

2011/9/ 60 ADIL 33 - Programme Local de l'Habitat - Convention d'Objectifs CUB/ADIL - Subvention de fonctionnement de la Communauté Urbaine de Bordeaux pour 2011 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 62 Bordeaux Gironde Convention Bureau - Programme d'actions 2010 - Non application de la clause de proratisation - Avenant n°1 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 63 BORDEAUX - Société Bordelaise des Equipements Publics d'Expositions et de Congrès - Modification du capital social de la S.B.E.P.E.C - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 64 Commune de Talence - Travaux de réaménagement de la salle de la Médoquine - Subvention d'équipement de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 65 Association Bordeaux Gironde Convention Bureau - Programme d'actions 2011 - Subvention - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 66 Association Hauts de Garonne Développement - Programme d'éco-construction 2010 - Prorogation du délai d'exécution - Avenant n°1 à la convention du 25 octobre 2010 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 67 EYSINES - ZAC Mermoz - Avenue de La Forêt - Cession d'un terrain communautaire à vocation économique de 2 721 m² à la Société France Littoral Développement - Décisions

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 68 Association "Empreintes" : Forum international de la marque "Empreintes 2011" - les 20 et 21 octobre 2011 à Bordeaux - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 69 Association CREAHD - Construction Ressources Environnement Aménagement et Habitat Durables - Programme d'actions 2011 - Subvention de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 70 Congrès et Expositions de Bordeaux - INTERFIBRES 2011 - 6, 7 et 8 septembre 2011 au Palais des congrès de Bordeaux - Subvention de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 72 EYSINES - ZAC Mermoz - Avenue de la Forêt - Cession d'un terrain communautaire d'environ 7 345 m² à la Société Arom Invest - Décisions

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 73 EYSINES - Carrefour de l'avenue de la Forêt et de la Rue Mermoz - Cession d'un terrain communautaire d'environ 3 042 m² à la société Rouzes Océan - Décisions.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 74 Association Jumping International de Bordeaux - Organisation de "Jumping l'Expo" du 4 au 6 février 2011 - Subvention - Convention - Confirmation - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le groupe des élus Communistes et Républicains ne prend pas part au vote

M. FLORIAN

2011/9/ 75 Compagnie des Commissaires-Enquêteurs de Bordeaux Aquitaine - Congrès du 26 au 28 mai 2011- Subvention - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 76 A.D.E.M - Organisation du Decastar les 17 et 18 septembre 2011 - Subvention - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Le groupe des élus Communistes et
Républicains ne prend pas part au vote

M. FLORIAN

2011/9/ 77 Association Hauts de Garonne Développement - Programme d'actions 2011 - Subvention de fonctionnement - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/9/ 79 Exercice 2011 - Décision modificative n° 6 - Budget Principal et Budgets Annexes - Adoption

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/9/ 81 BORDEAUX - Association Caisse d'Encouragement Missionnaire (ACEM) - Construction de 26 nouvelles places d'accueil à l'EHPAD "Le Sablonat", 9, boulevard Albert 1er - Emprunt principal de 3.922.046,70 €, du type PLS, auprès du Crédit Foncier - Garantie à hauteur de 50 %, soit 1.961.023,35 €- Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/9/ 82 Société Anonyme d'Economie Mixte InCité - Compactage de 11 emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Modification des caractéristiques financières - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/9/ 83 Fiscalité professionnelle unique - Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Modulation du tarif de la taxe - Application d'un coefficient multiplicateur à compter de 2012 - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/9/ 85 Taxes et participations d'urbanisme- Admission en non valeur - Application de l'article 2 du décret 98-1239 du 29 décembre 1998

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. GAÜZERE

2011/9/ 86 Ressources humaines : plan d'adaptation des effectifs - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. GAÜZERE

2011/9/ 96 Filière culturelle - Instauration du Régime indemnitaire de grade des attachés de conservation du patrimoine - Catégorie A - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. GAÜZERE

2011/9/ 97 Marché 10244R. Habillement du personnel communautaire. Fourniture de vêtements de travail et d'équipement de protection individuelle. Protection des mains. Programmes 2010 à 2013. Avenant n°1

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. GELLE

2011/9/ 98 Contrat de DSP pour la conception, la construction, le financement et l'exploitation d'une infrastructure de télécommunication Haut Débit entre Inolia et la Communauté Urbaine de Bordeaux -Tarification : baisse des tarifs DSL gamme Grand Public - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2011/9/ 101 Marchés publics - Travaux dans les bâtiments et sites communautaires - Maintenance, réparations et mises en conformité - Appel d'offres - Autorisation -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2011/9/ 102 Marché public de prestations intellectuelles- Accord cadre de maîtrise d'oeuvre pour les opérations de travaux sur l'ensemble des bâtiments de la Communauté Urbaine de Bordeaux - AUTORISATION de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2011/9/ 103 Marchés publics - Travaux dans les bâtiments communautaires, maintenance, réparation et mises en conformité- relance du lot 3 plomberie suite à déclaration sans suite - autorisation de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2011/9/ 104 Marchés Publics - Système d'Information géographique - Maintenance des progiciels STAR APIC et prestations complémentaires associées - Marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence - Autorisation de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2011/9/ 105 Contrat de gérance CUB/OPH Aquitanis - Compte de résultat - Rapport d'activité pour l'année 2010 - Approbation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LAMAISON

2011/9/ 106 Bordeaux - Aménagement du Parc aux Angéliques - Phase 3 - Fonds de concours - Décision - Convention

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LAMAISON

2011/9/ 107 Villenave d'Ornon - Plan Garonne - Plan d'actions pour la préservation des zones humides de la vallée de l'Eau Blanche - Fonds de concours 2011 - Décision - Convention

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LAMAISON

2011/9/ 108 Projet apicole de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Mise à disposition ou de prêt des expositions "Abeille, sentinelle de l'environnement" - Décision - Convention

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme LIRE

2011/9/ 109 Convention de partenariat entre la Communauté urbaine de Bordeaux et la MACIF - Proposition - Adoption

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. OLIVIER

2011/9/ 110 Gestion Fourrière Automobile par la Régie PARCUB - Prorogation du délai d'utilisation du terrain situé au 51 quai du Maroc à Bordeaux - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ROSSIGNOL

2011/9/ 111 Club des entreprises d'Artigues près Bordeaux - Mise en place d'un Plan de Déplacement Inter-Entreprises - Subvention de la Communauté urbaine - Convention - Attribution - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ROSSIGNOL

2011/9/ 112 Association Vélo Cité - Subvention de fonctionnement 2011 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ROSSIGNOL

2011/9/ 113 GRADIGNAN - Itinéraire de découverte des espaces naturels - Réalisation d'un cheminement doux permettant de relier la boucle verte dans la vallée de l'Eau Bourde - Fonds de concours - Décision - Convention

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ROSSIGNOL

2011/9/ 114 PESSAC - Création d'une liaison douce le long de la rocade entre la forêt du Bourgaillh et le quartier de la Châtaigneraie - Fonds de concours 2011 - Décision - Convention

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. SAINTE-MARIE

2011/9/ 116 Projet de coopération entre la Communauté Urbaine de Bordeaux et l'Etat du Guanajuato (Mexique) - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. SOUBIRAN

2011/9/ 117 Association Club du Bon Goût d'Aquitaine - Manifestation Grand Marché du Bon Goût du 7 au 9 octobre 2011 - Subvention - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. SOUBIRAN

2011/9/ 119 Régie de l'abattoir - Création d'une prestation NORMABEV Veaux - Autorisation - Adoption

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. SOUBIRAN

2011/9/ 120 Régie de l'abattoir - Remise de la médaille du travail échelon argent - Attribution d'une gratification - Autorisation - Adoption.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 122 BLANQUEFORT - Immeuble bâti à usage industriel sis 40 rue Jean Duvert appartenant à la Société ALLIANCE PISCINES - Acquisition amiable - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 123 BASSENS - Quai Alfred de Vial - Cession au GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX des parcelles communautaires cadastrées AP 387, 389, 391, 393, 394, 397 et des droits indivis sur les parcelles AP 386, 392, 396 - Confirmation de la délibération - n° 2010/676 du 24 septembre 2010 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 124 BEGLES - Immeuble communautaire sis 14 rue de Solferino - Résiliation de bail de la SARL CHARCUTERIE BORDELAISE - Indemnisation - Décision Autorisations

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 125 VILLENAVE D'ORNON - Immeuble communautaire sis 18/20 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - Cession à la SARL CHARCUTERIE BORDELAISE - Décision - Autorisations

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 127 TALENCE - Immeuble bâti situé 13 rue Pierre Curie, cadastré AM 165 - Mise à disposition et cession à la Commune - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 128 BEGLES - immeuble bâti situé 83 bis cours Victor hugo - cadastré AB 500 -
cession à la Commune - Autorisations - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 129 BEGLES - Immeuble bâti situé 67-69 rue Léon Gambetta - cadastré AL 39 et
40 - Cession à la Commune - Autorisations - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 130 AMBARES ET LAGRAVE - Immeuble sis 46 rue des Blandats - cession à
l'OPH Aquitanis - Autorisations - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/9/ 131 BORDEAUX - Immeuble sis 23 rue du Vélodrome appartenant à M. et Mme
Christian BORT - Acquisition à l'amiable - Acquisition - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/9/ 132 Association Scientifique des Techniques de l'Eau et de l'Environnement -
Journées techniques les 5 et 6 octobre 2011- Subvention de fonctionnement
exceptionnelle 2011 - Décision -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/9/ 133 Syndicat Intercommunal des Jalles, de Lande à Garonne - IXème
programme de travaux - Opération n° 6 : Etude globale pour le franchissement piscicole
- Participation financière de la Communauté urbaine de Bordeaux - Convention -
Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/9/ 134 Syndicat Intercommunal des Jalles, de Lande à Garonne - IXème
programme de travaux - Opération n° 8 : Reprofilage digue Moulin Blanc/Moulin Noir -
Participation financière de la Communauté urbaine de Bordeaux - Convention -
Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/9/ 135 Syndicat Intercommunal des Jalles, de Lande à Garonne - IXème programme de travaux - Opération n° 3 : remplacement et automatisation de l'écluse Bonneau - Participation financière de la Communauté urbaine de Bordeaux - Convention - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/9/ 136 Syndicat Intercommunal des Jalles, de Lande à Garonne - IXème programme de travaux - Opération n° 7 : Réparation des digues et la restauration des berges de la Jalle des Sables à Eysines - Participation financière de la Communauté urbaine de Bordeaux - Convention - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/9/ 137 Lutte contre les nuisibles - Convention d'intervention sur l'ensemble du territoire communautaire - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/9/ 138 Territoire communautaire - Approbation du zonage de l'assainissement de la Cub - Décision - Adoption -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/9/ 139 Marchés publics - Sécurisation des rejets de la station d'épuration Cantinolle - Appels d'Offres - Décisions - Autorisations -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/9/ 140 Marchés publics - Hydrocurage et inspection télévisuelle des réseaux d'assainissement - Marchés à bons de commande - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. MAURRAS

2011/9/ 141 Engagement de la Communauté Urbaine de Bordeaux dans la campagne "Territoires de Commerce Equitable" - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. MAURRAS

2011/9/ 142 Partenariat avec "la Ressourcerie", portée par la Régie de quartier de Cenon - Programme d'actions 2011 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. MAURRAS

2011/9/ 143 Union Nationale des Associations Intermédiaires (UNAI) - Soutien à la manifestation "Assises Nationales des Associations Intermédiaires", Bordeaux les 13-14 octobre 2011 - Subvention de fonctionnement de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. MAURRAS

2011/9/ 144 CREPI Gironde - Soutien de l'action "Atouts BTP - Construire un avenir durable", portée par le Club Régional des Entreprises Partenaires de l'Insertion Gironde (CREPI Gironde) - Subvention de fonctionnement de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. MAURRAS

2011/9/ 145 Partenariat avec les 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi de l'agglomération - Subventions de la Communauté Urbaine - Décision - Autorisation.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

AFFAIRES DEGROUPEES**M. FELTESSE**

2011/9/ 1 Versement d'une aide financière exceptionnelle afin de venir en aide aux populations victimes de la famine dans la Corne de l'Afrique. Décision - Autorisation

M. le Président Vincent FELTESSE rappelle qu'il s'agit d'une délibération de solidarité, comme ils ont pu le faire par rapport à d'autres drames qui sont survenus sur notre planète. En l'occurrence, c'est sur un drame qui à son avis, est peut-être moins médiatisé que d'autres, ce qui est d'autant plus scandaleux, relatif à la famine dans la corne de l'Afrique qui touche Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie. Il précise qu'il leur est proposé de verser une subvention exceptionnelle de 50 000 € à Action contre la faim.

M. GUICHARD indique que les élus Communistes et apparentés soutiennent cette démarche, toutefois, ils ne peuvent s'y associer sans faire quelques remarques qui éclaireront le soutien à cette initiative.

Il cite Jean Ziegler (ancien rapporteur spécial pour le droit des populations à l'alimentation au conseil des Droits de l'Homme de l'ONU) qui dit : « *Ne parler que de climat est une hypocrisie totale qui élude les vraies causes de cette catastrophe effroyable* ». La sécheresse, si elle

constitue un facteur aggravant à bon dos, à leur sens, car ces dernières années, les prix des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux ont explosé, avec + 270 % pour les céréales, aliments de base couvrant 75% des besoins alimentaires mondiaux, les grandes banques et les « fonds de pension » engrangeant des fortunes colossales en spéculant sur les matières premières agricoles, fortunes obtenues en affamant des millions de personnes. Il ajoute que des opérateurs financiers internationaux accaparent les meilleures terres arables dans ces pays, afin de produire des cultures vouées à l'exportation, privant ainsi des millions de paysans de la capacité de se nourrir, et contribuant, par la déforestation, à l'assèchement des terres et au réchauffement climatique.

Il observe que des grandes puissances et les institutions internationales, annoncent des aides d'urgences, d'un montant très en dessous des besoins.

Si on compare les délais, à savoir plusieurs semaines, pour que ces fonds soient réellement collectés avec la rapidité avec laquelle les milliards ont été débloqués pour sauver le système bancaire, c'est-à-dire quelques heures, et si on compare les montants annoncés avec le coût des opérations guerrières aux motifs douteux, soit plus de 150 M€ annoncés pour la seule guerre en Libye qui s'annonce loin d'être terminée, il estime qu'on ne peut que s'indigner des priorités et valeurs ainsi affichées.

Il demande comment accepter ce monde qui mobilise des milliards de dollars pour sauver un système bancaire en un temps record, et qui a besoin de semaines et de semaines pour réunir les fonds nécessaires au sauvetage de douze millions de personnes en perdition dans la Corne (d'indigence) de l'Afrique ?

Ceci dit, ils apprécient le geste de solidarité de notre établissement et ils votent cette délibération.

M. ROSSIGNOL indique que le groupe Europe Ecologie ne peut qu'approuver cette aide exceptionnelle, face à une situation exceptionnelle, car toutes les aides qu'ils peuvent apporter sont cruciales à court terme, d'autant qu'il n'y aura pas d'amélioration du stock alimentaire prochainement, les prochaines pluies n'étant attendues que pour novembre. Il rejoint les propos de **Max GUICHARD** pour dire que la sécheresse qui touche la corne d'Afrique n'est pas tout à fait due au hasard, que ce soit à cause de l'introduction de cultures peu adaptées au climat, comme le maïs demandant beaucoup d'eau, ou des contextes politiques, géopolitiques, géostratégiques, économiques qui entraînent une flambée des prix alimentaires avec, par exemple, une hausse de 270% pour les céréales dans certaines régions. La communauté internationale se mobilise bien tardivement à son avis, pour mettre en œuvre des programmes nutritionnels et sanitaires d'urgence. Il estime qu'il serait toutefois souhaitable de définir une action de solidarité avec l'Afrique sur le long terme.

Il considère qu'ils ont donc un rôle à jouer sur le long terme au niveau de la Communauté Urbaine de Bordeaux, et ce d'autant plus qu'ils ont des compétences dans le domaine de l'assainissement et de l'eau qui pourraient être mises à profit, sachant que l'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique est estimé en 2006 à 64% et 38% respectivement, ce qui se compare favorablement avec les moyennes mondiales correspondantes de 87 à 62%. Il ajoute que seulement 20% du potentiel d'irrigation et 6% du potentiel hydroélectrique ont été développés, que les réserves d'eau en Afrique sont de 50 m³ par personne qu'il faut comparer au 3 500 en Europe, ou 6 000 en Amérique du nord. Il indique également que moins de 5% des terres agricoles sont irriguées, qu'il y a très peu de stockage d'eau avec seulement 200 m³ par habitant contre cinq fois plus dans les pays en développement, et que 60 des plus grands fleuves d'Afrique sont transnationaux. Il précise que les dépenses existant sur l'approvisionnement en

eau et en assainissement ne sont pas suffisantes pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, et que le déficit de financement est supérieur à 9 milliards de dollars par an.

Il rappelle que le 6 mai 2010, ils ont adopté en Bureau des orientations pour une stratégie de coopération internationale, et dans la liste des actions proposées, ils ont des actions à développer sur Madagascar ou dans des villes francophones comme au Mali ou au Sénégal sur des problématiques de gouvernance ou autres à définir. Il déclare à ses collègues qu'il y a urgence à mettre en œuvre ces programmes.

Mme SAINT-ORICE tient au nom du groupe Communauté d'Avenir, à saluer cette délibération qui est un acte à la fois humanitaire, courageux, et solidaire, et également un acte responsable. Elle ne pense pas que ce soit le lieu de communiquer ou de polémiquer sur la politique internationale, mais un océan est fait de gouttes d'eau, et elle estime que l'acte qu'ils accomplissent aujourd'hui, et qui sera suivi à la Mairie de Bordeaux puisqu'il va y être votée également une subvention de 50 000 €, apporte sa pierre à l'édifice, et cette ONG, Action contre la faim, qu'elle connaît et qui fait un travail formidable, saura utiliser cette somme afin de sauver des vies. Elle rappelle qu'effectivement, ce sont 12 millions de personnes qui souffrent de la sécheresse, et il est de leur devoir également de pouvoir intervenir dans ce sens.

M. PEREZ tient aussi à s'associer à ce torrent de félicitations et à rappeler, sans rentrer dans une diatribe politicienne, que les élus Socialistes bordelais ont été les premiers à l'initiative de demander à la Municipalité de Bordeaux, entre autres, une aide de cet ordre à la corne de l'Afrique.

Il est satisfait de cette belle unanimité ici, mais il croit que c'est **M. GUICHARD** qui a rappelé une chose à laquelle il s'associe, à savoir que l'on sait parfois, même si ce n'est pas à leur niveau, trouver des fonds très rapidement pour sauver les banques, et il faudrait quand même les trouver au moins tout aussi rapidement pour sauver des vies.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2011/9/ 100 Marchés Publics - Restructuration du crématorium de Mérignac Pessac - Procédure de conception réalisation Appel d'offres restreint - Autorisation de lancement et de signature

M. le Président Vincent FELTESSE donne la liste des élus qui seront membres du jury, et qui est la suivante.

M. *Bernard LABISTE* en tant que Président, *MM BAUDRY, MOULINIER, SIBE, JOUBERT* et *Mme ISTE* comme titulaires, et comme suppléants, *M. SOUBABERE, Mme BONNEFOY, MM ROBERT, DANJON* et *Mme MELLIER*.

Conformément au CGCT, il propose de ne pas procéder à un vote à bulletins secrets et met donc aux voix cette délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Désignations effectuées

M. TOUZEAU p/ M. DAVID

2011/9/ 3 Marchés Publics - Bordeaux - Aménagement de la rue Lucien Faure - Marché de maîtrise d'œuvre après appel d'offres restreint - Autorisation d'attribution et de signature

M. TOUZEAU p/ M. DAVID

2011/9/ 4 COMMUNES de BORDEAUX rive droite CENON LORMONT - Projet d'aménagement de voirie - permettant une liaison en transport en commun - pour le futur pont Bacalan Bastide lié à la desserte de la plaine rive droite - Dossier définitif du projet - Décision

M. HURMIC indique que les élus Europe Ecologie les Verts se félicitent de voir avancer les raccordements au futur pont Bacalan/Bastide. Ils constatent qu'ils avancent en ce qui concerne la rive gauche, avec l'aménagement de voirie de la rue Lucien Faure qu'ils s'approprient à voter, mais ils avancent très partiellement en ce qui concerne la rive droite. Même si aujourd'hui, ils décident de l'emprunt du TCSP et de son tracé sur cette rive droite, ce qui constitue un progrès, il rappelle qu'il y a déjà un an, c'est-à-dire au mois d'octobre de l'an dernier, en Conseil de Communauté, il s'étonnait du fait qu'ils avaient encore très peu d'informations sur ce que seront les raccordements effectifs de voirie sur la rive droite. Il considère qu'aujourd'hui, ils ne sont guère plus avancés, si ce n'est au niveau du tracé du TCSP. Ce pont Bacalan/Bastide va ouvrir dans un peu plus d'un an, en 2013, et il croit qu'il serait temps qu'ils soient informés de ce que seront les conditions de circulation sur la rive droite. Il invite à se souvenir qu'initialement, le gabarit de ce pont avait été conçu pour accueillir 37 000 véhicules/jour, et qu'actuellement, on leur dit que le trafic estimé par la CUB sera d'environ 20 000 véhicules/jour, c'est-à-dire à peu près 3 700 véhicules/heure qui emprunteront le pont Lucien Faure. Il estime que le raccordement sur la rive droite est essentiel. Il croit qu'il est envisagé un raccordement en « T », c'est-à-dire qui empruntera la voirie existante, c'est-à-dire d'un côté le quai de Brazza et de l'autre, sans doute, la rue Chaigneau, mais chacun sait comme lui que ce sont des artères qui sont relativement paisibles sur le plan de la circulation et il pense que les riverains et eux-mêmes ont besoin de savoir comment seront absorbés, rive droite, ces 20 000 véhicules/jour qui viendront s'engouffrer, et comment y seront gérés ces 20 000 véhicules/jour qui emprunteront le pont Bacalan/Bastide.

Il considère qu'il y a absolument urgence à ce qu'ils soient informés sur l'évolution de la voirie sur la rive droite.

M. OLIVIER profite de l'intervention de leur collègue Pierre HURMIC, pour faire état des discussions nombreuses qui ont eu lieu sur ces délibérations 3 et 4 lors de la dernière Commission Infrastructures, et de l'inquiétude de beaucoup d'élus à propos des débouchés sur la rive droite ainsi que des aménagements qui devraient être prévus le plus rapidement possible. Il ajoute, et c'est le sens de son intervention, qu'ils doivent être beaucoup plus ambitieux que ceux qui sont aujourd'hui proposés.

Il précise que les élus Communistes et apparentés se félicitent de ce projet d'aménagement qui pour eux, est symbolique, car en effet, il donne la possibilité de boucler, grâce au pont Bacalan-Bastide, la ceinture ferroviaire en reliant Ravezies à Pont Rouge, chacun connaissant leur attachement à la ligne de ceinture qui permettrait à leurs concitoyens de se déplacer de banlieue à banlieue, sans passer par la thrombose du centre-ville et de la rocade toujours plus saturée.

Au vu de ces enjeux, il leur semble nécessaire d'être ambitieux dès l'initiation de ce projet. En effet, il demande s'il ne serait pas judicieux d'achever dès maintenant la ceinture, en faisant un tram-train sur le pont Bacalan-Bastide, et ainsi le connecter à Ravezies et Pont rouge, sans rupture de charge, ce qui permettrait, ainsi, d'avoir un TCSP efficace sur la plaine rive droite, qui est un secteur en devenir en terme d'accueil de population et d'aménagement urbain.

Dans le cadre des débouchés amont et aval, il considère qu'il leur faut faire des propositions de fonctionnalité pour un véritable pont urbain, mais aussi répondre aux soucis des populations riveraines, notamment en leur assurant les protections nécessaires (phoniques) ainsi que des flux de circulation maîtrisés, leur permettant de maintenir leur cadre de vie. Il souligne qu'il y a donc une nécessité évidente à la mise en place d'une concertation avec les quartiers concernés.

M. DUCHENE va essayer de rassurer **Pierre HURMIC** et leur collègue **M. OLIVIER**.

Il tient à rappeler que des deux côtés de ce pont se trouvent des voiries. Côté rive gauche, il y a la rue Lucien Faure, et pour différentes raisons et péripéties qu'il ne rappellera pas, les travaux se réaliseront sur cette voie après la mise en service du pont. En même temps, il souligne que ces travaux vont se faire de manière phasée, et que l'on aura une voie complètement requalifiée. Il observe donc que les choses sont prêtes et en cours, et il propose de mettre la rive gauche de côté.

Concernant la rive droite, il tient à rassurer son collègue, car le réseau viaire qui est prévu aujourd'hui est à la dimension de la concertation qui a été menée depuis plusieurs années. Pour aller à l'essentiel, il rappelle que les riverains de ce secteur demandaient qu'il n'y ait pas une voie majeure qui, à la sortie du pont, sur la rive droite, coupe le quartier de la Bastide en deux pour rejoindre l'avenue Thiers, et même un peu plus loin, le secteur de Floirac. Il insiste sur le fait que cette voie majeure ne se réalisera pas et qu'on n'est plus à l'époque d'Hausmann où on pouvait, d'un coup de crayon, dessiner des voiries qui traversaient des quartiers résidentiels.

Il souligne qu'il y a une volonté du Maire de Bordeaux et du Président de la CUB, de demander à l'urbaniste qui travaille dans ce secteur là, de penser et d'inventer un système de voies qui permettraient d'éviter de couper le quartier en deux. Le dessin qui a été réalisé par les équipes de Djamel Klouche a été acté au fil du temps lors de différentes réunions de concertation entre la Ville, la CUB, les habitants, et il indique que **Muriel PARCELIER** qui est l'adjointe du quartier, pourrait en parler bien mieux que lui. Il insiste sur le fait que tout cela n'a pas été décidé depuis quelques semaines, mais que ce sont des mois et des années de concertation qui ont amené à un projet extrêmement équilibré, qui fait qu'à la sortie du pont, plutôt que d'être dans une voie majeure qui va perturber le quartier, on est dans toute une série de voies qui ont été actées par les Maires de Floirac, de Lormont, de Cenon, qui peuvent peut-être avoir des avis différents sur tel ou tel point de ce réseau, mais qui ont acté un projet global qui est extrêmement cohérent, qui tient compte de la nécessité de circuler dans ce secteur là et de préserver aussi la qualité de vie des habitants.

Il indique qu'on crée des voies nouvelles, un ou des ronds-points nouveaux, qu'on se connecte aussi sur des voies existantes, et qu'on n'aura pas sur une seule voie une majorité de la circulation qui va y passer. Et, comme **M. le Président** le rappellera sûrement, il ajoute qu'on envisage un mode de transports en commun qui ira sûrement au droit du pont, et qui se réalisera de manière phasée.

Il précise qu'on n'a pas aujourd'hui un projet complètement finalisé qui va se réaliser immédiatement, mais un projet qui va évoluer au fur et à mesure de l'évolution de ce secteur, et qui s'appuiera sur la nécessité de ne pas perturber le quartier et de réaliser un mode de transports en commun en site propre qui, un jour, de la gare St Louis en passant par le pont Bacalan/Bastide et en traversant la Plaine de la rive droite, rejoindra le secteur de Floirac et peut-être un jour, à travers le pont J.J Bosc, la gare St Jean.

Il conclut qu'ils en sont là aujourd'hui, mais souligne que cela ne se réalisera pas d'un coup de baguette magique, mais s'étalera dans le temps. Quand on dit qu'il faut qu'il y ait concertation, il fait remarquer qu'il y en a déjà eu une très longue qui n'est pas arrivée à faire basculer une bonne fois pour toutes, les personnes qui ne voulaient d'aucune circulation. Il rappelle qu'il y a des gens qui n'ont pas changé d'avis et qui estiment qu'il ne fallait pas qu'il y ait de circulation à cet endroit là, et d'autres qui ont compris que le pont était nécessaire, qu'il allait permettre d'éviter la concentration de la circulation sur les quais et permettre une bonne desserte des deux rives de la Garonne. C'est pourquoi il rappelle que le projet de Djamel Klouche, qui a été acté au fil du temps par différentes réunions de concertation, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Communauté, a permis un plan plutôt équilibré et qui devrait être performant.

Il pense que la proposition qui est faite aujourd'hui est bonne, et tient compte de l'ensemble des actions de concertation qui ont été menées depuis quelques années.

M. TURON estime évident qu'un pont n'a de sens que si les débouchés sont convenablement traités et s'ils sont lisibles, non seulement dans l'immédiat, mais aussi sur un périmètre beaucoup plus large. Il convient que sur la rive droite, la lisibilité est incomplète à ce jour, mais il ne faut pas perdre de temps ni retarder le fonctionnement d'un pont qui va être livré en fin d'année 2012, et il y a une première étape qui est celle de définir les transports en commun immédiats, puis le système viaire immédiat, après de très nombreuses discussions, parce que cela n'intéresse pas simplement les aménagements de la ville de Bordeaux, mais aussi les communes limitrophes et toute la Presqu'île. Il ajoute aussi parce qu'on a besoin de passer par là d'une manière limitée et maîtrisée. Il rappelle que c'étaient les objectifs qui ont été définis lorsque le pont a été conçu, mais il n'empêche qu'au-delà de cette première étape, il y a, en effet, urgence à aller plus loin pour que, au-delà de l'immédiat, on puisse voir de quelle façon le système, aussi bien de TCSP que le système viaire, va se faire avec les communes limitrophes. Il souligne que leurs populations ne comprendraient pas qu'il n'y ait pas une amélioration de la situation, tout en tenant en effet compte de ce qui a été indiqué au départ et qu'il rappelle, une priorité au TCSP et puis, permettre un meilleur passage actuel pour les populations qui en ont besoin, sans que ce soit un appel aux voitures de l'extérieur, mais une fonction locale importante.

M. RESPAUD croit qu'aujourd'hui, on envoie un signal très fort au sujet de ce pont Bacalan/Bastide. Les premières délibérations qui leur sont soumises concernant les débouchés de ce pont, portent sur le transport en commun en site propre, et il pense que c'est un signal fort, aussi bien sur la voie centrale de la rue Lucien Faure, que sur la rive droite.

Il n'est pas non plus contre la diminution de véhicules escomptés, puisqu'au début, on parlait de 50 000 automobiles qui pourraient passer sur ce pont, que quand ils ont voté la délibération, on parlait de 40 000, et qu'aujourd'hui, on en est à 20 000.

Il trouve que c'est plutôt positif, et il espère qu'au-delà des statistiques, on s'apercevra que, comme la concertation l'avait montré, ce qui est escompté de ce pont, c'est de rester un pont urbain de jonction entre les deux quartiers. D'un côté, il y a l'opération bassins à flot, de l'autre, il y a l'opération Plaine rive droite et personnellement, il préfère que l'on prenne le temps de faire en sorte que l'opération Plaine rive droite ne soit pas conçue uniquement par rapport au pont Bacalan/Bastide, mais qu'elle ait son activité propre, et qu'elle ne partage pas la Bastide en deux, comme le craignaient les habitants et les associations de riverains.

Que ce ne soit pas conçu par rapport au pont Bacalan/Bastide lui semble essentiel, et c'est pour cela qu'il pense que ce projet va être revu certainement et corrigé avec les aménagements qu'on attend de la plaine de Garonne, et cela doit permettre une harmonisation de la circulation sur toute la rive droite de la commune de Bordeaux et toutes les autres communes de la rive droite directement concernées.

En tous cas, il considère qu'il est important que l'on ait aujourd'hui le transport en site propre bien prononcé, et ensuite, ils régleront la question de l'automobile. Il estime également que le projet Plaine rive droite est important à connaître avant d'avoir la velléité de créer toute voirie sur le secteur.

M. CHAUSSET signale que la desserte pont Bacalan/Bastide par TCSP va être étudiée dans le cadre du schéma directeur des déplacements métropolitains. Cela va bientôt commencer et d'ici un an ou un peu plus, ils auront beaucoup d'éléments sur ce dossier là, parce qu'il pense que c'est en marche.

M. GUICHARD souhaite très rapidement revenir sur cette question parce qu'en effet, il estime que **Jacques RESPAUD** a raison quand il dit qu'il y a un signe fort, certes, mais quand il écoute **M. DUCHENE**, il repose la question sur le type de TCSP à venir, car c'est un TCSP avec rupture de charge, et pour longtemps encore, c'est-à-dire que la proposition du tramway ou du tram/train est repoussée aux calendes grecques. Il a même entendu qu'elle pouvait être repoussée à la construction du pont J.J Bosc. Il reconnaît que cela fait longtemps qu'il voit ces choses repoussées, mais là, quand même, il rappelle qu'il y a eu une quasi unanimité sur ce pont Bacalan/Bastide, parce qu'il allait être porteur de cette liaison directe Cenon-Ravezies sans rupture de charge, ni à Cenon, ni à Ravezies.

M. TOUZEAU voudrait, étant rapporteur du dossier au nom d'**Alain DAVID**, intervenir plus particulièrement sur la partie lormontaise, et la liaison entre Presqu'île Bassens et ce pont.

Cela fait plusieurs années que pour sa part, il a saisi la CUB sur les aménagements indispensables pour faire en sorte qu'à l'ouverture du pont, il puisse y avoir un busway qui, connecté avec la remarquable initiative sur les navettes fluviales, leur permette de pouvoir orienter effectivement une partie de la population vers les transports en commun, et notamment de ceux qui, à des heures très précises de la journée ont l'obligation d'effectuer ces liaisons presqu'île Bordeaux. Ils ont anticipé avec du foncier qui est disponible pour mettre en place ce busway sur une partie qui est très sensible, et leurs collègues des communes de St Louis de Montferrand, Carbon-Blanc, Ambarès, Bassens sont très mobilisés à ses côtés sur cette partie du bas-Lormont qui, de par ses contraintes géographiques et historiques, ne peut conduire qu'à des aménagements ponctuels.

Il souhaite que cette deuxième phase qui est actuellement à l'étude dans les services communautaires, soit mise en place avant l'ouverture du pont Bacalan/Bastide. Il avait anticipé

dans la demande, et avait sensibilisé la Communauté Urbaine, ainsi que ses collègues travaillant sur ces dossiers de transport afin qu'ils ne reportent pas des études, car il faut qu'ils soient dans l'opérationnel pour régler, en anticipant, des difficultés qui, sinon, seront extrêmement lourdes à gérer pour l'ensemble de la Communauté Urbaine.

Il insiste tout particulièrement une nouvelle fois sur ce point, en se satisfaisant, bien sûr, de cette première étape qui, sur les communes de Bordeaux et Cenon, permet une très bonne avancée, et surtout sur les réalisations indispensables avant l'ouverture du pont pour que soient prises en compte ces liaisons bas et haut des coteaux.

M. le Président Vincent FELTESSE rappelle que les simulations actuelles qui sont faites par les services, donnent à peu près 25 000 véhicules/jour, ce qui fait 2 500 véhicules par heure de pointe dans les deux sens, et comme cela se redistribue sur la rive droite, puisque c'est en T, cela fait 1 200 véhicules d'un côté, et de l'autre.

Il ne veut pas paraître dur, mais il invite à honnêtement admettre qu'au niveau de l'agglomération, il y a beaucoup de voiries qui accueillent plus de 20 000 véhicules/jour, y compris là où il habite, et qui ne sont pas requalifiées. Cette question existe donc et on ne va pas la négliger, mais il souligne qu'on ne va pas non plus dire à chaque fois qu'il y a plus de 15 000 véhicules/jour sur une voirie, qu'on la refait complètement, parce qu'il invite ses collègues à regarder les études qu'ils ont au niveau de l'agglomération bordelaise, pour constater qu'ils en ont des dizaines.

Ceci étant dit, il n'est pas question de laisser les choses en l'état, et il déclare qu'ils avancent donc de deux manières qui sont toujours les mêmes, la première étant effectivement sur les transports collectifs en site propre, et il renvoie à ce qu'a dit G. CHAUSSET, à savoir qu'ils ont lancé un SDODM dont ils auront la conclusion à la fin de l'année 2012 qui sera entre l'étude préalable et l'étude pré-opérationnelle. Et quand il évoque les perspectives financières, il les incite à chaque fois à avoir conscience qu'ils ont trois dossiers où il sera nécessaire d'avoir encore une montée en charge, qui sont la question de l'habitat et du foncier, la question du risque inondations, et la question du para ou post troisième phase, et ça ne sera donc pas avant la fin de l'année 2012 que l'on pourra voir. Il répond à Max GUICHARD que cela peut apparaître comme une échéance lointaine, mais il y a quasiment 9 ans qui se passent entre le vote et la réalisation. Il indique que l'autre aspect porte sur la question aménagements urbains et il répète que quand il y a un projet d'aménagement urbain, ils vont bien sûr l'accompagner, s'ils sont en capacité financière de le faire. En l'occurrence, rive gauche, entre les études portées par Nicolas Michelin, sur tout ce secteur, ils savent bien où ils vont, et c'est bien pour cela que l'on refait Latule et Lucien Faure, et que l'on attribue ce marché aujourd'hui.

Il souligne que la difficulté qu'ils rencontrent aujourd'hui se situe du côté rive droite, de savoir le type d'articulation exacte sur cette rive, et c'est un sujet qu'il a plusieurs fois évoqué. Michel DUCHENE a évoqué à juste titre l'étude de Djamel Klouche qui commence à dater un peu, puisqu'il y en a eu d'autres, et il pense qu'il est grand temps qu'ils stabilisent les choses sur cet impact rive droite. C'est le sujet qu'ils ont ensemble devant eux.

Il estime que cela peut valoir le coup d'avoir une Commission Déplacements ou une Commission élargie pour que les services mettent à disposition de tous les élus, les chiffres qu'il vient de leur donner, afin qu'il y ait une vision un peu plus claire.

ADOPTÉS À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/9/ 32 Emmaüs 33 Urgence Sociale - Mise en oeuvre du PLH - Subvention d'équipement pour la construction de 10 chalets pour l'hébergement d'urgence sur la commune de Bordeaux - Convention - Décision - Autorisation

Mme FAYET souhaite faire un commentaire rapide sur cette opération « 10 chalets à Bordeaux », mis à disposition par la CUB et occupés par des familles. Elle insiste sur le fait que tout cela ne règle pas du tout, loin de là, la question de ces familles Roms en séjour sur la Communauté Urbaine, et elle tenait à rappeler, s'il en était besoin, que cette opération des chalets n'est qu'un tout petit pas.

Elle indique que la Communauté Urbaine a sécurisé les grands hangars de l'avenue Thiers, ce qui a permis de passer d'un village de 300 ou 400 personnes, à 150, ce qui constitue donc un progrès, mais ces familles avec beaucoup d'enfants restent installées dans des conditions extrêmement précaires. Elle signale qu'ils auront aussi dans les mois qui viennent, à s'intéresser aux grands hangars qui sont à Bordeaux-Nord, qui appartiennent à la Communauté Urbaine, et dans lesquels séjournent aussi de très nombreuses familles avec enfants.

Elle rappelle tout cela pour qu'on ne baisse pas la vigilance, et que l'on ne pense pas que tout est réglé, car devant eux, ils auront aussi, avec l'hiver qui approche, le problème des personnes sans domicile fixe. Elle précise que dès aujourd'hui, chaque soir, c'est une centaine de personnes qui appellent le 115 et qui ne trouvent pas de solution, et elle pense donc qu'il va falloir vraiment que l'on mette en œuvre la solidarité communautaire, l'État semblant avoir débloqué quelques financements pour des places supplémentaires. A son avis, il faut vraiment que toutes ces communes se sentent concernées, et elle pense notamment à des grandes communes sur lesquelles il y a aussi beaucoup de personnes sans domicile, de squats, etc. Elle insiste sur le fait qu'il n'y en a pas qu'à Bordeaux, comme on le sait très bien, donc il faut vraiment que cette métropole solidaire qu'ils appellent de leurs vœux, sur laquelle ils vont délibérer, ne reste pas un vain mot et que, aussi bien sur la question des Roms que sur celle des personnes sans domicile fixe, on soit vraiment créatifs et que chaque commune se sente concerné et fasse des propositions très rapidement.

M. FEUGAS rappelle que les conditions dans lesquelles vivent certaines catégories de la population sont indignes de notre pays, et que c'est une urgence que d'y répondre, comme tente de le faire la Communauté. Mais il tient à dire encore une fois que la question du logement et de l'accueil des populations Roms a été littéralement plombée par le discours qu'avait tenu Nicolas Sarkozy en juillet 2010 à Grenoble, où maniant un discours « musclé » face à des populations exclues de partout en Europe, le Président de la République a en effet rajouté à l'indignité de la situation. Il estime que cela devait être rappelé, tout comme ils se doivent de dire que si la situation des Roms est ici traitée, c'est la question du logement en général qui est depuis longtemps devenue une urgence.

Il fait observer que la Fondation Abbé Pierre, dont l'association Emmaüs qui est partenaire de l'opération prévue à Bacalan, n'a de cesse d'alerter sur cette situation, et il demande comment il en serait autrement dans leur agglomération, lorsque 16% des ménages vivent avec moins de 1000 € par mois.

Ces situations exigent donc des actes forts de l'Etat, non pas des discours de stigmatisation, et les élus Communistes et apparentés estiment que la Communauté Urbaine a raison de se fixer des objectifs ambitieux en termes d'accueil des populations Roms et d'amélioration de leurs conditions de vie, comme elle a raison de se fixer des ambitions d'accueil des gens du voyage.

Ils considèrent que les programmes prévus en la matière doivent recueillir la coopération de toutes leurs communes, que la CUB doit enfin mettre ses objectifs de construction de logements sociaux à la hauteur de l'urgence sociale ici soulevée, et que Bordeaux, dont le territoire concentre la plupart des squats, doit contribuer à cet effort de solidarité. Et s'il faut saluer l'opération financée aujourd'hui, ils pensent qu'on peut aussi s'étonner que le site choisi par le Maire et le Préfet soit Bacalan, seul quartier de la ville accueillant à la fois une forte communauté andalouse sédentarisée, une aire de stationnement de gens du voyage, une aire de grand passage, des logements d'urgence Emmaüs, et déjà un certain nombre de squats occupés par des Roms.

Il leur semble que la réussite du projet d'insertion de ces populations aurait nécessité plus de pertinence et de courage dans le choix d'un site bordelais moins stigmatisé socialement. Ils espèrent que cette solution de facilité ne se transforme pas en erreur.

Mme CARTRON souhaite rebondir sur les propos de Véronique FAYET et de leur collègue à l'instant. Elle souligne que cette délibération a le mérite d'exister, et que cette question est à porter à l'honneur de la Communauté Urbaine qui répond à l'urgence sociale, mais comme l'a dit Mme FAYET, cela ne règle malheureusement pas tout, et cela ne règle pas ce problème des Roms, dont elle croit que le gouvernement devrait se saisir, et qui doit aussi être posé au niveau européen. On sait que la difficulté de ces populations dans leur pays les incite à venir dans d'autres pays de l'Europe, et en particulier chez nous, et elle pense qu'il n'y aurait rien de pire que de rester aveugle et de se contenter de mettre en place des solutions qui sont aujourd'hui urgentes face à des problèmes beaucoup plus profonds. Et peut-être d'ailleurs que le Ministre des Affaires Etrangères pourrait à son avis, se saisir de ce problème en se rapprochant de son collègue en Roumanie pour aller voir la problématique et les difficultés de ces populations, et les accompagner afin qu'elles trouvent des solutions de logements, d'insertion, d'éducation pour les enfants au sein même de leur pays, et non pas laisser les choses dans une situation de pourrissement qui les pousse à partir.

Elle rapproche aussi cette nécessité d'intervention européenne aujourd'hui, de ce qui se profile en matière d'indignité quant à l'aide alimentaire qui est remise en cause par des problématiques de financements, et qui font que demain, ils vont peut-être se retrouver les uns et les autres bien seuls dans les communes pour apporter l'aide aux personnes qui aujourd'hui, outre le toit, n'ont peut-être plus le nécessaire pour vivre, pour s'alimenter, et il y va, estime-t-elle, d'une solidarité nationale et européenne qui est absolument nécessaire.

Mme FAYET souhaite intervenir sur la question de l'Europe, parce qu'elle la juge très importante. L'Union Européenne s'est saisie au mois de juin de cette question, et elle indique qu'avant la fin 2011, chaque État membre doit remettre à la Commission une stratégie nationale d'intégration des Roms. Elle signale qu'ils seront évidemment très attentifs à ce que proposera la France, mais aussi à ce que l'Europe proposera collectivement, car c'est une dimension essentielle du problème.

M. Alain CAZABONNE précise que dans l'opération Chalets, il y a eu l'opération de ce type faite à Talence et qui n'entre pas tout à fait dans la même démarche. Il indique que c'est une des premières opérations qui a été montée avec Emmaüs, et qui n'est pas seulement l'installation de 10 chalets qui sont devenus moins, puisque Emmaüs a préféré mettre sur certains emplacements deux chalets de deux places plutôt que quatre, et avec également la réalisation d'une maison relais, ce qui représentera à terme 14 logements, plus les 10 chalets,

et aussi le lieu de restauration pour les familles en difficulté, tout cela étant accompagné par Emmaüs.

Il souligne que c'est une opération qui a été qualifiée d'assez exemplaire de la part de leurs partenaires, dans la mesure où elle est menée entre l'Etat qui était propriétaire d'un terrain et la Ville qui a mis à disposition deux terrains, même s'il a pu lire, ici ou là, que la Ville ne participait pas financièrement. Il rappelle donc qu'elle a mis à disposition deux terrains qui représentaient 200 000 €, ce qui n'était pas neutre, et que tout cela a été réalisé en partenariat avec Domofrance qui est le maître d'ouvrage de cette opération et s'est adossé à un opérateur privé pour équilibrer financièrement l'opération.

Il résume qu'il y a donc à peu près 24 logements d'urgence qui seront ouverts très prochainement, d'ici un mois en principe, sur Talence.

Mme BOST souligne que l'intervention de leur collègue le maire de Talence lui permet de recadrer un peu le dispositif dans lequel ils sont puisque là, il ne s'agit pas, a priori, de construire des chalets qui seront mis à disposition des familles Roms, puisqu'il s'agit de chalets de taille relativement modeste, c'est-à-dire entre 16 et 24 m² pour seulement l'un d'entre eux. Elle fait observer qu'on n'accueille pas une famille dans 16 m², et qu'il s'agit bien de permettre d'avoir des superficies pour de l'habitat temporaire, précaire, mais pas forcément pour la problématique Rom qu'ils connaissent bien sur la CUB.

Elle souhaite faire une petite parenthèse sur la façon dont les choses se passent sur leurs communes, puisque c'est inscrit dans la délibération, et dire qu'un certain nombre de communes ont permis à la CUB de mettre des logements à disposition du COS qui accompagne et gère les familles Roms qui sont dans ces logements.

Elle indique qu'un certain nombre de communes ont répondu favorablement, et que d'autres sont en train de le faire pour mettre à disposition des terrains sur lesquels on pourra implanter des logements également. Elle ajoute que sur leurs communes, cela se passe extrêmement bien, que les enfants sont scolarisés, qu'il y a une véritable intégration, une très bonne insertion qui se fait dans leur tissu urbain, et que certaines familles sont même en passe de rentrer dans le logement de droit commun, et vont donc libérer deux à trois maisons qui vont permettre d'accueillir de nouvelles familles qui sont véritablement dans un processus d'intégration. Elle estime donc qu'on peut se féliciter que la CUB, même si elle n'est pas initiatrice, soit quand même très fortement accompagnatrice de ce dispositif aux côtés des autres partenaires, puisqu'elle rappelle qu'ils sont complètement en dehors de leur champ de compétence traditionnel.

M. le Président Vincent FELTESSE estime que même si c'est un domaine qui est toujours compliqué, il faut rester modeste, parce qu'on sait que c'est délicat. Il tient aussi à remercier ses collègues Maires qui ont bien voulu accueillir des familles.

Concernant la question européenne, il pense qu'il est important que dans le cadre de l'équivalent de coopérations décentralisées, la CUB travaille aussi avec certaines communes de Bulgarie pour voir ce qu'il est possible de faire.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. SAINTE-MARIE**2011/9/ 115 Adhésion à l'Association des Maires de Gironde - Décision - Autorisation - Désignation**

M. SAINTE-MARIE signale avoir marqué une hésitation parce qu'il voyait mal le rapport qu'il y avait entre les relations internationales et l'adhésion de la Communauté à l'Association des Maires de la Gironde, mais il a vu en regardant le document qu'à sa très grande honte, honte à partager avec les anciens Présidents de la Communauté Urbaine, leur Communauté n'avait jamais adhéré à la vénérable Association des Maires de la Gironde. Il précise qu'il s'agit de revenir sur cette erreur profonde et aujourd'hui, il leur est donc proposé d'adhérer à l'Association, d'adopter les statuts, bien évidemment d'autoriser le paiement de la cotisation à hauteur de 14 389,78€ et, enfin, de désigner leur Président Vincent FELTESSE pour les représenter au sein de cette association.

M. le Président Vincent FELTESSE propose qu'il soit procédé à un vote à mains levées.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Désignation effectuée

Mme CARTRON**2011/9/ 35 Bègles - Stade André Moga - Travaux d'aménagement d'urgence en vue de la montée de l'Union Bordeaux-Bègles en TOP 14 - Fonds de concours - Décision - Convention - Autorisation**

M. GUICHARD précise que la manière dont Françoise CARTRON leur a annoncé ce dossier est joliment dite, et il va peut-être le dire un peu moins joliment, mais, lui semble-t-il, se rapprocher de la stricte vérité. Il va prendre une précaution pour permettre une écoute sereine de toutes et tous ici, et débutera son intervention par ce qui devrait être sa conclusion, à savoir qu'ils voteront cette délibération, tout en développant quelques questions qui se posent aujourd'hui et se poseront demain.

D'abord, il considère que le but de cette délibération doit être très clair, à savoir qu'ils apportent une subvention indirecte à Canal +, autant dire les choses par leur nom, afin que le club de rugby de l'Union Bordeaux-Bègles puisse bénéficier du sponsoring de cette chaîne privée et cryptée. Il estime qu'on est loin d'une amélioration de la sécurité et du confort pour les usagers de ce stade, au contraire, car ils entrent de plein pied dans la financiarisation du sport de haut niveau.

Ensuite, et justement dans le cadre d'une amélioration sûrement nécessaire de l'accueil fourni par cet équipement sportif, il se demande s'il n'est pas temps d'avoir une approche qui englobe la question de la rénovation du stade André Moga, mais aussi celle de l'utilisation pour le rugby du stade Chaban-Delmas. Une telle démarche, publique, aurait le mérite à son sens, de couper court aux jeux politiques et autres effets d'annonces qui polluent ce dossier. Au contraire, comme ils l'ont fait pour le grand Stade, il invite à organiser un séminaire pour embrasser l'ensemble des questions soulevées, et estimer la nécessaire participation de la CUB.

Enfin, il fait remarquer que leur vote, même s'il est empreint de réserves, va être différent de celui explicité pour le Grand Stade de Bordeaux, la raison étant conforme à leur vision, exprimée alors, des missions publiques de la Communauté: investissements publics dans le cadre d'une gestion publique. Il souligne que ce sera le cas à Bègles.

D'ailleurs, dans ce cadre, ils doivent réaffirmer une exigence de tarifs sociaux, exprimée pour le Grand Stade de Bordeaux et acceptée alors par le club des Girondins de Bordeaux.

M. TRIJOLET estime qu'il faut se féliciter de ce financement, car la Communauté doit apporter son soutien au sport, pour l'occasion au haut niveau qui peut participer à l'identité et à la reconnaissance de leur territoire, et comme ils le rappelaient en juillet dernier, la réflexion sur le sport doit continuer. Il considère qu'ils doivent penser le sport pour que la CUB trouve son rôle, et un rôle adapté.

M. JOANDET tient à apporter une réponse courte à l'intervention de **Max GUICHARD**, à savoir que les travaux qui sont ici prévus sur le stade André Moga, ne sont pas exorbitants et viseraient à s'asservir aux exigences de Canal +. Il précise qu'il s'agit simplement de travaux qui permettent une exposition médiatique normale pour des événements de ce type là.

Il rappelle qu'ils ont toujours exprimé le fait qu'une politique sportive cohérente à l'échelle de l'agglomération est une politique qui met en priorité les problèmes d'éducation et de formation, mais on sait très bien qu'ils sont aussi liés à l'exposition de spectacles sportifs de haut niveau et, à ce titre là, les affluences qu'on a vues récemment pour les matches de rugby semblent conforter cet avis.

Il fait remarquer que sur le club de l'Union Bordeaux Bègles, les financements publics vont essentiellement au soutien de la formation, et à ce titre là, il faut savoir que depuis la question du top 14, il y a eu une augmentation des effectifs de 30%, 18% de Béglais, 30% de Bordelais, soit des jeunes qui viennent de toute l'agglomération et de tout le département. Il souligne que le club, pour évoluer à ce niveau, a aussi besoin de partenaires publics qui doivent avoir une exposition médiatique minimale. Il précise que l'éclairage du stade était à 600 lux, ce qui était assez insuffisant pour téléviser les matches.

Il relève ensuite que **Max GUICHARD** appelait de ses vœux un séminaire sur les équipements sportifs, et il fait observer que les élus Verts se sont souvent exprimés sur le fait qu'il fallait travailler sur une programmation des équipements sportifs structurants nécessaires à la politique sportive de leur agglomération sur plusieurs années. D'ailleurs, il indique qu'il y a un groupe de travail qui doit être mis en place et dont ils ont décidé la création au Conseil de CUB du mois de juillet. Il souligne qu'ils seront bien sûr très engagés dans cette réflexion.

M. le Président Vincent FELTESSE pense que le débat va rebondir dans quelques instants autour du grand stade.

Il déclare d'abord, qu'il assume tout à fait que pour le rayonnement d'une agglomération ou d'une métropole, on puisse investir sur des équipements sportifs. Il précise qu'on va le faire d'une certaine manière sur le grand stade, et on le fait aujourd'hui sur le stade Moga. A partir du moment où l'Union repasse dans le top 14, et vu l'évolution qui s'ensuit, il considère qu'il y aura des contraintes supplémentaires, et c'est bien pour cela qu'il y a un projet d'évolution un peu plus lourde du stade Moga. Il indique que personnellement, c'est philosophiquement quelque chose qui ne lui pose pas de problème.

En revanche, ce qu'il faut à son avis, c'est bien veiller à l'équilibre des choses entre les territoires, et c'est bien pour cela que quand ils ont décidé d'aider le grand stade, il a été dit qu'il fallait que ce soit le cas pour d'autres équipements sportifs, et de même, il pense que l'on ne peut pas se concentrer que sur les équipements sportifs d'excellence et de vitrine, mais il

faut aussi qu'ils réfléchissent aux sports de toutes et de tous. Il ajoute que c'est quelque chose qu'ils vont devoir affiner ensemble dans les mois qui viennent, et avec plutôt une entrée en investissement qu'une entrée en fonctionnement, parce qu'il ne croit pas qu'il faille que la Communauté Urbaine aille trop loin malgré tout dans ce domaine.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. D CAZABONNE

2011/9/ 37 Marchés publics - Territoire de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Plan Santé Sécurité pour le service de la collecte des déchets ménagers et assimilés - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'identification et la définition des voies susceptibles d'accepter, en toute sécurité, la collecte bilatérale des déchets - Autorisation de lancement et signature

M. FEUGAS indique que le groupe des élus Communistes et apparentés est favorable à cette délibération, qui doit permettre d'améliorer la sécurité des agents de la collecte des ordures ménagères, les uns comme les autres sachant dans quelles conditions difficiles travaillent ces agents, et les conséquences que cela peut avoir sur leur santé. Il ajoute qu'une telle réalité demande un grand respect de la part des élus, mais également la plus grande attention quant à leurs conditions de travail.

Aussi, c'est dans le cadre de cette délibération qu'ils veulent s'inquiéter du conflit qui a eu lieu en fin d'été sur le site de Latule.

Il insiste sur le fait que cette attention ne peut en aucune façon, laisser à penser, de près ou de loin, à une forme de surveillance renforcée communément appelée « flicage ». De ce fait, ils demandent à M. le Président la plus grande vigilance sur ce dossier « Plan santé sécurité », afin qu'une telle situation ne puisse se reproduire, et créer ainsi toutes les conditions pour instituer un dialogue constructif avec les agents de ramassage des ordures ménagères.

M. MOULINIER considère que les questions de santé, de sécurité, et de conditions de travail, sont des priorités de plus en plus au sein des entreprises.

Depuis 2003, comme cela a été rappelé, la Communauté Urbaine travaille sur ces thématiques, et il indique que le Plan Santé Sécurité de 2010 prend en compte les recommandations de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, et tout cela participe à cette démarche.

Concernant la collecte des déchets, cette étude précise sur l'intervention de la collecte bilatérale, sauf exception, est à son avis très importante, et il croit que ces aménagements sont nécessaires pour le bien être des agents et pour leur sécurité. Il ajoute qu'ils doivent être considérés comme tels, et non comme des contraintes supplémentaires. Il estime que le confort, le travail, la qualité de la vie des agents, dépendent de ces nouvelles conditions.

M. GAÜZERE entend intervenir sur ce sujet puisqu'il est à la frontière entre la délégation de son ami Didier CAZABONNE et la sienne en tant que Vice-Président des Ressources Humaines. Il déclare être attaché à ce que les membres de leur équipage, c'est-à-dire leurs collaborateurs et agents de la CUB, puissent trouver en effet les meilleures conditions de

travail, et il est tout à fait d'accord pour être exigeant sur le travail complexe qui est fait ici ou là.

Au niveau de la DOE, il considère qu'il faut faire des études, bien sûr lancer des appels d'offres, mais il faut aussi aller du simple vers le compliqué. Il estime qu'aujourd'hui, ce qui est important, c'est d'arriver tous ensemble, c'est-à-dire les participants, les acteurs, mais aussi eux, les politiques, à faire passer ce message que c'est un métier difficile, et qu'il y a une technique de ramassage. On voit trop souvent encore dans les rues un ramassage qui se fait à l'épaulé jeté, et en tant qu'ex chirurgien orthopédiste, il trouve que c'est un comportement tout à fait néfaste pour le corps. Il souligne que lorsque l'on a à jeter des poubelles à longueur de journée ou à longueur de rue, il n'est pas étonnant que l'on ait ensuite des « cabossés » du corps.

Pour cela, il lui paraît important de fournir les conditions de travail, et il pense par exemple à une chose toute simple qu'on appelle les peignes derrière les bennes. Il précise qu'on peut aujourd'hui permettre à leurs agents de ramasser des conteneurs carrés, mais aussi les poubelles rondes, sachant que c'est un problème de peignes et de peignes mixtes, et il faut les généraliser pour arriver à soulager, mais après, il faut être exigeant sur la possibilité de voir effectuer ce travail.

M. Didier CAZABONNE voudrait répondre à **JC FEUGAS** que la réunion qui s'est tenue après les mouvements sociaux de début septembre, a amené un certain nombre d'engagements qui vont dans ce sens, et dès la semaine prochaine, la Commission de Déchets Ménagers examinera la mise en place de la semaine de travail de 5 jours, et ensuite, il y aura la mise en place de la prime de sujétion dite à la vacation, l'achèvement du dossier de suppression des marches arrières, puis la mise en place de mesures pour améliorer le management, et l'établissement d'un calendrier de mise en place de ces mesures qui ont été présentées au CTP de juillet 2010.

Il croit que cela répond tout à fait aux préoccupations qui ont été évoquées, mais il approuve très fortement ce qu'a dit **JM GAÜZERE**, car il constate lui aussi de très nombreux agents qui, aujourd'hui encore, ont ces pratiques. Il insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas de flicage, mais de faire respecter les consignes de sécurité. Peut-être faut-il définir une manière de le faire, mais il n'est pas inutile à son avis, d'avoir aussi un moyen de contrôle sur le respect des consignes.

M. GUICHARD veut dire à ses amis, à titre personnel, qu'il ne faut pas tourner autour du pot. Il y a la question du « fini parti » et les élus Communistes et apparentés ont une position là-dessus qui n'est pas forcément la même que celle des organisations syndicales. Il tient à dire avec clarté qu'ils ne sont pas très favorables au « fini parti » pour des raisons de sécurité pour les salariés, mais il comprend que leur situation les amène à vouloir garder ce système de travail pour leur permettre d'avoir quelques suppléments.

Donc, s'ils n'abordent pas cette question de manière sérieuse et sociale, cela signifie pour lui que supprimer le « fini parti » les obligera, s'ils veulent aller dans le sens de ce que **M. CAZABONNE** développe, à avoir des contreparties sociales sérieuses, en insistant bien sur des contreparties sociales sérieuses, sinon, ils n'y « joueront » pas.

Il pense avoir été clair et honnête, en mettant en avant un positionnement qui n'est pas simple, mais qu'ils affirment : « non au fini parti ». Il déclare qu'ils sont prêts à travailler avec les

organisations syndicales et avec les salariés concernés, à ce qu'on arrête cela, mais à condition qu'il y ait une contrepartie sociale nécessaire.

M. le Président Vincent FELTESSE confirme que c'est un sujet qu'ils ont devant eux, et cette déclaration a aussi son importance. Et c'est aussi pour cela qu'au début de la séance, il disait qu'ils allaient avoir ce chantier durant cette année. Il pense qu'on le débutera plutôt en janvier 2012, le temps de caler les choses, parce qu'il y a le Grenelle des Mobilités avant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2011/9/ 44 Conférence Permanente des Autorités Organisatrice des Transports - de l'agglomération bordelaise - Convention de mises à disposition entre - la Communauté urbaine et l'association « MOUVABLE » - Décision - Autorisation

M. CHAUSSET fait observer que le fret ferroviaire régresse en France au contraire de l'Allemagne, 33%, de l'Autriche, 37% ou de la Suisse, 40%. Il concède que la France n'est pas la Suisse ni l'Autriche, et qu'ils n'ont pas du tout les mêmes configurations, mais il souligne que la réduction des transports routiers doit être une priorité, et le fret ferroviaire une priorité nationale. Il appelle à un plan Marshall du fret ferroviaire, et c'est ce qu'il espère que le futur Président de la République de gauche, mettra en place, si l'on veut vraiment répondre au constat de l'urgence écologique partagé lors du Grenelle. Il constate que peu de projets consacrés spécifiquement à sa relance sont directement mis en œuvre, notamment dans le cadre du Schéma National.

Il indique que le développement du fret ferroviaire nécessite donc un changement radical, notamment de la politique d'exploitation de la SNCF et des investissements massifs soutenus d'abord par le niveau national, et une politique incitative de report modal avec la mise en place de mesures d'accompagnement, comme la taxe carbone ou l'euro vignette, pourvoyeuses de recettes. Il rappelle qu'en Allemagne, la taxe à laquelle sont soumis les poids lourds sur les autoroutes a rapporté 4,4 milliards en 2009, et il trouve qu'ils sont exemplaires dans ce domaine. Par opposition, il fait remarquer qu'ici, le réseau autoroutier a plus que doublé depuis 1980, que l'on construit des autoroutes comme la Langon/Pau que les automobilistes ne fréquentent pas, tandis que les poids lourds continuent à emprunter les routes nationales gratuitement. Pendant ce temps, il souligne que le réseau ferré national est passé de 34 000 km à 29 000 km, et que de surcroît, son état de vétusté est inquiétant. Le sous investissement en la matière est patent, et il prend comme exemple qu'il faut plus de 4 h pour relier Bordeaux à Nantes, et l'aller-retour en train pour des raisons professionnelles, est quasi impossible à réaliser dans la journée. Il ajoute que le fret ferroviaire est quasi inexistant entre l'Espagne et la France, avec à peine 4% des échanges, alors qu'il représente 30% entre la France et l'Italie. Il estime donc que le rail en France est sous la tutelle d'institutions nationales RFF/SNCF, et qu'il est donc du ressort du gouvernement de mettre la même énergie sur le développement du fret ferroviaire que celle qu'il met sur les LGV, les infrastructures routières, ou le nucléaire.

Mais en revenant sur sa position emblématique, il constate qu'**Alain JUPPE** a fait tomber le masque de l'écologiste qu'il prétendait être devenu, comme le Grenelle devait être l'étendard

écologique du gouvernement. Sa position contre le grand contournement de Bordeaux avait valeur de symbole, et il pense qu'aujourd'hui, ce symbole est tombé.

Il indique que son groupe est partant pour travailler sur le Grenelle de l'Environnement local, le Grenelle des Mobilités, mais il faudra que tout le monde fasse des pas. Il insiste sur le fait que pour leur part, ils ont déjà fait un pas, à savoir qu'ils ont voté ici l'élargissement de la rocade à trois voies sous condition de covoiturage, et il espère que d'autres feront des pas et qu'on sortira des positions qu'ils estiment archaïques, notamment sur la réouverture de nouveaux tuyaux, car ce n'est pas de nouveaux tuyaux dont ils ont besoin, mais de nouveaux comportements.

M. DUBOS ne reviendra pas sur le débat du fret ferroviaire après l'intervention de **G. CHAUSSET**, même s'il entend ce que ce dernier vient d'exprimer et s'il partage en partie cette opinion.

Il rappelle simplement que le schéma régional des infrastructures terrestres existe au niveau de la Région Aquitaine, et que le grand contournement ferroviaire est inscrit dans ce schéma, mais encore faut-il que l'Etat participe au financement de cette mise en œuvre.

Il voudrait simplement revenir sur la délibération concernant Movable, car il ne peut que se réjouir et approuver complètement le renouvellement de cette convention, car ce lieu d'échanges sur les grands projets de déplacements et de diffusion de la culture de la mobilité, est aussi un centre de veille sur les évolutions des pratiques d'analyses, d'expertises, de propositions, et qu'il a, depuis sa création en 2009, rempli parfaitement sa mission auprès de la conférence permanente des autorités organisatrices de transports regroupant la CUB, la Région et le Département.

Il a personnellement participé à l'ensemble des séminaires organisés par Movable sur les différentes thématiques proposées, et il constate qu'à chaque fois, la participation d'intervenants de qualité a permis, non seulement d'avoir une réflexion riche et des échanges constructifs sur leurs pratiques en matière de déplacements au sein de l'agglomération bordelaise, mais aussi d'avoir un éclairage sur les modes de fonctionnement extérieurs en France et dans le monde. Car il est certain à son avis, que le thème de la mobilité est bien un des sujets majeurs concernant leurs modes de vie d'aujourd'hui et de demain.

Ceci étant dit, il voudrait émettre aujourd'hui dans cette assemblée, le souhait d'aller plus loin et peut-être aussi plus vite dans la concrétisation des actions à mettre en œuvre pour atteindre le droit à la mobilité pour tous déclaré comme objectif lors de la mise en place de cette conférence permanente des autorités organisatrices de transports de l'agglomération bordelaise. Il donne un simple exemple pour illustrer ce souhait, et évoque le fait qu'ils approuvent dans cette séance plénière, l'extension de la tarification intermodale Modalis créée en 2007 par la signature d'une convention entre la Région Aquitaine et la CUB pour faciliter les déplacements des usagers abonnés utilisant successivement le TER et le réseau TBC. C'est bien évidemment tout à fait positif, et il considère qu'on ne peut que se féliciter de telles initiatives, mais il faut bien reconnaître que l'attente des usagers fréquents ou occasionnels, mais aussi des non usagers des transports en commun sur l'agglomération, est beaucoup plus grande en matière de tarification. Il précise qu'il faut passer de la simple notion d'intermodalité actuellement en place, à une notion de multi modalité beaucoup plus attractive, pour une utilisation beaucoup plus grande des transports en commun par leurs concitoyens.

Il pense que c'est en effet un sujet parmi beaucoup d'autres qui pourra être abordé lors du Grenelle des Mobilités que M. le Président a décidé de mettre en place avant la fin de cette année, et pour lequel il a entendu le calendrier, ce dont il le remercie.

M. GUICHARD souhaite donner le point de vue des élus Communistes et apparentés, et dire qu'ils sont eux aussi totalement en accord avec la proposition de M. le Président, d'un Grenelle des Mobilités, et d'ailleurs, ils partagent l'essentiel de la contribution que celui-ci a faite récemment dans le journal Sud-Ouest. Ils rajouteront deux points qui leur paraissent essentiels, ce sont les questions sociales et de gestion publique, car ce ne sont pas des petites questions à leur avis, et rajouteront aussi la notion d'accélérer le process de la ligne de ceinture.

Concernant le fret, il partage pleinement les propos de M. CHAUSSET sur le drame économique et environnemental que vit le fret aujourd'hui dans notre pays. Mais puisqu'il a politisé le débat en disant qu'il espérait, comme lui, que ce soit un président de gauche en 2012, il tient à lui dire qu'il faudra que ce président de gauche (sachant qu'il en connaît un qui n'aura pas de problèmes avec ce qu'il va dire alors que, pour les autres, ça va quand même être plus compliqué), pour défendre le fret et la gestion publique du ferré, se mette totalement en opposition avec les directives européennes. Il pense que là, cela devient plus compliqué, mais il faut qu'on aille jusque là dans le débat, parce que si on n'aborde pas ces questions là, il estime que ce sera du « gloubiboulga » dans leur bouche, tandis que dans la réalité, ce sera la casse du fret, ce sera la casse de la SNCF, et ce sera la privatisation totale des lignes ferrées.

Il considère que c'est vers cela qu'ils vont s'ils ne remettent pas en cause ces directives européennes, mais il sent qu'il y a peut-être des évolutions qui vont se faire ici ou là pour qu'ils aillent dans ce sens.

M. TOUZEAU tient à faire sur ce dossier là, une intervention qu'il s'apprêtait à faire également pour ce qui concerne les délibérations de Michel HERITIE.

Il souligne qu'aujourd'hui, ils doivent prendre en compte dans le cadre de leur Projet Métropolitain, la situation de leur population au niveau de la qualité de la vie, et essayer de prioriser cela dans leurs projets ambitieux qu'il partage, pour la population qui est aujourd'hui à l'intérieur de la Métropole et celle qu'ils appellent à venir y vivre, car sur un certain nombre d'éléments, il lui semble qu'ils ont des positions qui doivent amener à des dispositions ambitieuses. Il fait bien sûr allusion à tout ce qui rentre dans le cadre de l'augmentation des trafics à l'intérieur de la Métropole, et il rappelle que cette semaine, comme la précédente et celle à venir, ils ont vécu avec leurs populations, un véritable calvaire sur la rive droite au niveau des rocares.

Il fait également remarquer qu'ils sont partisans du fret, mais qu'à l'intérieur de la Métropole, celui-ci nécessite des mobilisations de sommes considérables pour protéger leurs populations du bruit, et pour prendre en compte la qualité de la vie et les préoccupations de santé.

Il souhaite donc que le Grenelle qui sera organisé, mette en avant un certain nombre de perspectives, mais prenne en compte la réalité de la vie des populations d'aujourd'hui, et également leurs projets de demain. Il a été évoqué tout à l'heure pour le pont Bacalan/Bastide, les conséquences de l'augmentation du trafic automobile pour les populations de la rive droite, et il souligne qu'ils ont aujourd'hui la réalité à l'intérieur de la rocade d'une circulation de poids

lourds véritablement extrêmement contraignante pour les usagers. Il relève qu'ils s'apprêtent à augmenter le fret au nom du trafic ferroviaire nécessaire sur ces préoccupations de transports, mais il demande ce qu'il en est de la prise en compte de la vie de leurs administrés aujourd'hui et demain.

Il rappelle qu'ils ont des projets de développement proches des infrastructures, et qui sont nécessaires, sinon ils n'atteindront pas les objectifs fixés par le Projet Métropolitain. Il estime que c'est donc à ces questions là qu'il faut répondre, c'est-à-dire prendre en compte le vécu, la vie de leurs administrés, et essayer de situer leurs perspectives, leurs orientations, et leurs politiques en prenant en compte cette réalité là.

C'est pourquoi, sur cette délibération et celles concernant la délégation de Michel HERITIE, il souligne l'importance de la mobilisation de l'action publique sur des protections de leurs populations sur des préoccupations de bruit et de santé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/9/ 61 Plan Local de Redynamisation du site de défense de Bordeaux - Approbation

M. FLORIAN indique qu'il s'agit de la fin d'une opération qui a été lancée après l'annonce en 2008 par le gouvernement du plan national de restructuration des sites de défense qui a concerné l'Aquitaine, la Gironde, et l'agglomération bordelaise, et même si cela ne se situe pas exactement sur son territoire (et il pense notamment à la fermeture du centre de Latresne et au changement d'affectation d'un régiment à Martignas), cela représente 2000 emplois sur leur territoire. Il précise que l'Etat avait prévu une enveloppe de 1,5 M€ affectée sur des appels à projets et sur des projets censés redynamiser l'activité localement. Une discussion a été menée avec tous les partenaires institutionnels, que ce soit la Région, le Département, et sur la Communauté Urbaine, il souligne qu'ils étaient porteurs directement ou indirectement, par le biais de Technowest notamment, de trois ou quatre projets autour du drone en particulier, Euratlantique, et le BGI pour l'achat d'une marque World Trade Center pour Euratlantique. Il ajoute qu'après, il y a des dossiers qui concernent le centre de Latresne et l'Aérocampus.

Initialement, il avait été prévu 1,5 M€ par l'État, et il indique que l'on s'est aperçu qu'il y avait un déficit par rapport aux projets présentés qui étaient tous aussi séduisants les uns que les autres, mais que l'Etat, grâce à l'intervention de M. le Préfet, a abondé cette somme pour passer à 2 M€.

Il précise qu'il faut retenir que l'on travaille vraiment sur la filière drones, et c'est aussi l'occasion, grâce à ce P.L.R., de mettre en avant leur savoir-faire sur Technowest. Il en profite pour saluer le travail qui est mené sur son secteur par M. BAFOU et ses équipes, sur sa pépinière, et en plus des sommes qui sont allouées, il souligne que c'est la reconnaissance d'un savoir-faire et d'un positionnement sur la filière drones dans l'agglomération.

M. ROSSIGNOL indique que le groupe Europe Ecologie – les Verts s'abstiendra sur cette délibération. Il souligne qu'évidemment, il ne s'agit pas de tourner le dos à une enveloppe de 2 M€ que fournit l'Etat au département pour compenser les pertes d'emploi, mais quand même,

on se situe dans la logique de la RGPP (réduction générale des politiques publiques) de diminution des sites militaires et de défense.

Il rappelle que depuis longtemps, les écologistes et leur groupe demandent une reconversion du complexe industrialo-militaire ici, et ils le font sous la contrainte d'un Etat absent. Ils souhaitent que ces attributions de budget soient faites en accord avec l'ensemble des parties prenantes du tissu économique, associatif, citoyen.

Ils pensent qu'il faut avoir un débat ici, tous ensemble, sur la façon de mieux utiliser ces financements et sur l'avenir de la filière industrialo-militaire. Ils n'ont pas eu ce débat ici, et on leur présente cinq projets alors que cette redynamisation aurait pu s'orienter vers d'autres secteurs, peut-être moins « bling bling », d'excellence, ou questionnant comme les drones, l'aéronautique, que leurs collectivités subventionnent déjà de manière importante. Ils estiment que peut-être, pour mieux équilibrer au niveau de leurs territoires et en termes de diversification économique, ils auraient pu choisir, ou en tout cas débattre, de secteurs comme la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables, qui sont des secteurs clef pour l'avenir de leur société qui semblent un petit peu oubliés dans ce dossier.

Comme il rappelle sur l'aéronautique et les drones, qu'il s'agit d'une technologie extrêmement « questionnante » en termes de liberté publique et de surveillance, **M. le Président Vincent FELTESSE** l'interrompt, car il ne souhaite pas que l'on refasse le débat sur les drones.

M. ROSSIGNOL « ferme la parenthèse », mais insiste sur le fait qu'il faudrait qu'ils aient ce débat, sur la nature des impacts sociétaux sur les technologies émergentes. Il évoque un autre projet sur la finance internationale, World Trade Center, dans le cadre d'Euratlantique et les deux start-up innovantes.

Il répète que les élus Verts s'abstiennent sur ce dossier, car il y a manqué quand même concertation et débat.

M. FLORIAN précise qu'il ne rentrera pas dans le débat sur les drones. Sur la concertation, il estime qu'il faut quand même être un petit peu sérieux, car c'est un appel à projets, et donc, les gens qui se sont inscrits dans ce processus ont monté des dossiers, il y a eu un processus d'audition, il y a un comité technique qui a été mis en place et, nécessairement, c'était très fléché sur des activités qui se rapprochent ou qui se rapportent, de près ou de loin, à la défense et à l'aérospatiale.

Il signale qu'il faut retenir aussi dans ces projets que le plus gros, et ce n'est pas neutre, c'est le centre Aérocampus à Latresne. Quant aux drones, c'est une chose, et il ne rentrera pas dans le débat, mais tous ces dossiers étaient sur appel à candidature, et il fait observer que cela ne s'est pas fait comme ça, au doigt mouillé.

M. CHARRIER se félicite aussi de cette délibération. Il rappelle que lors de la restructuration des forces armées sur l'Aquitaine, ils ont perdu beaucoup d'emplois, et que ce plan de redynamisation est le fruit d'une longue bagarre de leurs élus pour sauver ce qui pouvait l'être.

Bien sûr, on est loin du compte au regard des centaines d'emplois qu'on a perdus, mais il considère que ces 2 M€ vont être très utiles pour financer les 5 projets qui ont été développés par **Nicolas FLORIAN**.

Concernant les drones, il tient quand même à dire que c'est une technologie qui va permettre aujourd'hui, surtout dans le cadre de tout ce qui est civil et protection civile, de sauver des vies et quand il voit la première expérience qui a été faite sur la forêt des Landes pour les détections de feux, on peut se dire à son avis, que c'est quelque chose qui est important et qu'il faut développer. Et puis, il constate que l'Aquitaine est en pointe sur ce secteur là, et il est bon de soutenir un tel projet.

Il insiste sur le fait que sur certaines technologies comme le radar, à l'orée des années 40, on a développé sa technologie et c'était une formidable arme de guerre, mais quand on est passé dans le civil, ça a été un formidable moyen pour sauver la vie de tous les passagers dans le monde, et cela intervient même dans d'autres applications du cœur et autres en médecine.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient

M. FLORIAN

2011/9/ 71 Congrès et Expositions de Bordeaux - European Defence Meetings 2011 - 23 et 24 novembre 2011 au Parc des Expositions de Bordeaux - Subvention de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Convention - Décision - Autorisation

M. FLORIAN indique que ce rapport lui donne l'occasion de dire que, contrairement à une idée reçue partagée, ils ne sont pas en retard sur l'organisation de manifestations de portées nationale et internationale qui touchent à l'économie, comme on l'entend souvent. Il fait observer qu'il y a de belles manifestations qui se tiennent, et il était, il y a quelques jours pour représenter la CUB, au salon sur la fibre, et on s'aperçoit qu'il y a des entreprises de très haute qualité pas seulement sur l'agglomération, mais sur le tissu de la Gironde, et qu'il y a un vrai dynamisme pour l'accueil de conventions, de congrès, de forums, qui sont souvent très spécialisés, mais où on peut constater qu'on a de l'audience.

Il précise que d'ici la fin de l'année, sera présenté un projet de règlement d'intervention sur toutes ces manifestations, parce qu'on s'aperçoit que la CUB est un grand réceptacle de demandes, aussi variées que diverses. Il ajoute qu'il s'agit de remettre un peu de lisibilité dans tout cela, en dissociant bien ce qui porte sur l'emploi, ce qui porte sur l'économie, ce qui porte sur le rayonnement de la métropole, afin que l'on ne soit pas toujours uniquement dans une logique de guichet où n'importe quel organisateur de salons, de forums, de conventions, s'adressent à la Communauté sans trop discuter avec eux de la portée de leurs manifestations.

Mme MELLIER rappelle que les élus Communistes et apparentés n'ont pas pour habitude d'intervenir sur les subventions concernant les congrès organisés sur notre agglomération, cependant cette délibération leur pose des questions à plus d'un titre, qu'elle se propose de développer.

Ils savent la place que prend la défense dans le développement industriel de notre région, cependant elle demande si les entreprises de ce secteur ont un réel besoin de 40 000€ de subvention publique, alors que celles-ci réalisent pour la plupart des profits conséquents. Il y a, à leur sens, quelque chose d'indécent dans cette subvention.

Elle souligne que si des profits existent, ce sont ceux, non pas réalisés sur la défense comme intitulé dans l'organisation de ce congrès, mais avant tout sur le marché des armes qui alimente les guerres sur l'ensemble de notre planète. Ils savent tous ici la guerre économique que se livrent les grands groupes pour acquérir le marché de tel ou tel pays, et ce sont alors des milliards de dollars ou d'Euro qui plutôt que d'être consacrés aux besoins des populations, sont engloutis dans l'armement. Elle estime d'ailleurs assez surprenant de voir le FMI et les institutions européennes ordonner à la Grèce de faire des coupes sombres dans ses budgets sociaux, de privatiser l'ensemble des services publics et, dans le même temps, de lui interdire de réduire son budget de la défense.

Enfin, outre l'aspect économique qui existe derrière l'industrie de l'armement, elle constate qu'il y a la volonté des grandes puissances de continuer à faire régner la loi du plus fort sur les continents. Elle ajoute que cette politique de la force, ce sont les conflits en Afghanistan, et en Irak, qui n'ont rien réglé, ou c'est aujourd'hui l'intervention en Libye ou le refus de reconnaître un Etat palestinien.

Elle rappelle que la guerre reste la meilleure arme d'oppression des peuples, et le capitalisme en use et en abuse, et elle reste le symbole de l'inhumanité. Elle insiste sur le fait que leur groupe, leur courant politique, reste dans la grande tradition du mouvement pacifiste, incarné tout au long du XX^e siècle par des grands noms comme Jaurès, Joliot-Curie ou Picasso. S'ils restent convaincus que la défense nationale demeure toujours d'actualité, ils l'envisagent dans un cadre pacifique avec l'ensemble des peuples, et pour ce faire, ils pensent que l'ensemble de l'industrie de l'armement doit être sous contrôle public de l'Etat et des citoyens, et qu'elle doit s'inscrire dans une logique de coopération, et non de concurrence internationale.

Enfin, elle trouve fortement ironique qu'aujourd'hui, certains élus appellent à un serment d'allégeance aux armes, alors qu'hier, ils avaient décidé de supprimer la conscription. Elle déclare que la République n'a pas besoin de serment, mais elle a besoin que l'on fasse vivre sa devise dans les faits, et ainsi conforter leur ciment républicain.

Elle précise qu'ils voteront contre.

M. CHAUSSET souhaite faire une petite incidente, à savoir que l'industrie de l'armement, comme on le voit localement, est également une industrie polluante, et il suffit de voir l'affaire actuelle sur la pollution des eaux. Il répète qu'il s'agit d'une industrie polluante et ils doivent avoir, si on la met en exposition et si on veut la développer, un maximum d'exigences et d'exemplarité sur les process ainsi que sur la transparence sur la façon dont cette filière travaille. Il pense que ce n'est pas supportable aujourd'hui, et que c'est aussi une industrie polluante, une industrie qui n'a peut-être pas toutes les protections pour ses salariés et il estime qu'il faudrait au minimum, que la CUB fasse état de ce phénomène, car on ne peut pas accepter ce qui s'est passé, et on ne peut pas accepter que cela se reproduise.

M. GUICHOUX précise qu'il ne répondra pas aux deux prises de parole précédentes qui se situent dans des registres différents de ce qu'il va dire. Il va essayer de se situer dans une forme de pragmatisme par rapport au fait qu'il entend souvent parler ici de tradition industrielle, et il a souvenir des propos du Directeur de la Banque de France lors d'une commission de développement économique qui pointait, et il n'était pas le seul, une de leurs difficultés en matière de développement économique, c'est à dire leur déficit en matière de PME-PMI, de PMI principalement. Il voit donc dans ce congrès un certain nombre de choses, la première

chose étant que la participation de la CUB est de 6% du budget. Il invite ses collègues à regarder régulièrement le pourcentage sur d'autres demandes et de voir que la CUB est sollicitée raisonnablement.

Ensuite, il s'agit d'un événement qui va avoir une portée internationale, or, il fait observer qu'on est quand même dans une problématique d'attractivité, et que 430 entreprises, cela va avoir des retombées touristiques, locales, mais aussi des échanges tout à fait fructueux pour leurs entreprises.

Il se souvient d'un habitant de St Médard en Jalles qui leur demandait pourquoi on avait laissé s'installer la poudrerie, et il souligne que le problème, c'est qu'elle s'est installée en 1660. Qu'on le veuille ou non, il rappelle qu'une partie de leur tissu industriel du quadrant nord-ouest, mais aussi d'ailleurs, et il pense à Floirac, est marquée par une industrie liée à la défense, sans oublier qu'il y a toujours des retombées civiles que certains de ces collègues ont détaillées.

Donc, pour sa part, pensant à leurs salariés, à leurs entreprises, il n'a aucune hésitation pour voter cette subvention.

M. DUPRAT ne voudrait pas que dans cette enceinte, à la faveur de délibérations, on mette en cause en permanence leurs entreprises qui font la richesse de leur tissu industriel, car cela représente des milliers d'emplois directs et de sous-traitants. Il constate que cela fait deux fois sur deux délibérations qui se suivent, que sont mises en cause ces industries. Il aimerait plutôt qu'on les aide, qu'on les soutienne, car elles ont besoin d'eux, les salariés ont besoin d'eux aussi pour qu'elles se maintiennent ici, pour qu'elles continuent à créer de la richesse dans le militaire et dans le civil. Il les invite à aller visiter un certain nombre d'entreprises dont il ne citera pas les noms, pour voir dans quelles conditions les salariés travaillent, dans quelles conditions la sécurité est assurée, et dans quelles conditions les rejets sont effectués. Il estime que ce n'est pas parce qu'il y a eu un mauvais exemple qui a été relevé cet été qu'il faut tout mettre dans le même panier.

Ils ont des industries de pointe dans leur secteur, et il incite à les défendre collectivement, car ils en seront les premiers heureux.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
Républicains et le groupe Europe
Ecologie les Verts votent contre

M. FREYGEFOND

2011/9/ 78 Versement transport - Transmission d'informations aux autorités organisatrices des transports urbains - Décision - Autorisation

M. CHAUSSET ne sait pas si cela se fait en Conseil, mais sur ce dossier, il souligne que le Directeur Général des Finances, Serge HAGET, a vraiment travaillé, et qu'on peut le féliciter parce que ce sont plusieurs millions d'Euro qu'il espère que les collectivités vont pouvoir

recupérer. Il tient donc à lui adresser de sincères félicitations, parce qu'il a vraiment travaillé pour le transport collectif, avec d'autres, et qu'il a vraiment été à l'origine de ce dossier.

M. FREYGEFOND tient à souligner que c'est un travail collectif, et à associer également les services de M. JARRY sur ce dossier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/9/ 80 LGV - SEA - Protocole d'intention relatif au financement de la Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique entre Tours et Bordeaux à intervenir entre la Région Aquitaine, le Conseil Général de la Gironde, la Communauté Urbaine de Bordeaux et la Caisse des Dépôts et Consignations - Adoption - Autorisation de signature.

M. OLIVIER rappelle que depuis le lancement de ce dossier, le groupe des élus Communistes et apparentés a soulevé la nécessité de se doter d'un réseau à grande vitesse sur l'ensemble du territoire, pour répondre aux besoins des populations. De même, ils insistent sur la nécessité de services publics de qualité pour les activités de fret et de transport régional.

Il traite de gâchis le fait que ces besoins de leurs populations fassent l'objet d'un tel désengagement de l'État, et donc d'une mise en concurrence inutile entre les régions et les départements, mais aussi que de laisser ces milliards d'investissements entre les mains d'un partenariat public-privé de 50 ans.

Il trouve d'ailleurs ironique de constater que, malgré le désengagement de l'Etat dans ce dossier, c'est tout naturellement vers la Caisse de Dépôts et Consignation que la Communauté doit se retourner pour financer ces investissements massifs. Il souligne que c'est la preuve que, par quelque bout qu'on le prenne, de tels investissements nécessitent des outils d'action solidaires au niveau national et européen. Il fait observer qu'à peine la crise financière rejaillissait-elle sur le tissu économique que le pouvoir politique s'est d'ailleurs retourné vers cette Caisse des Dépôts pour socialiser les pertes occasionnées par les marchés financiers.

En conséquence, il indique qu'ils ne souhaitent donc pas participer à cette fuite des pouvoirs publics face à leurs responsabilités, car c'est l'État qui doit investir pour conforter un réseau public performant.

Ils expriment donc un vote contre.

M. ROSSIGNOL signale que, pour les mêmes raisons de privatisation des réseaux ferrés, de l'utilisation des partenariats publics/privés pour des raisons idéologiques au plus haut sommet de l'Etat, les élus Verts s'abstiendront sur ce dossier.

M. HERITIE souligne que ce dossier lui donne l'occasion de dire à ses collègue que la LGV Sud Europe Atlantique est en train de devenir une réalité sur le terrain, notamment à Ambarès et Lagrave car les équipes sont sur place, et préparent avec eux ce chantier gigantesque, puisque ce ne sont pas moins de six ouvrages d'art qui vont être réalisés sur la seule commune d'Ambarès entre 2012 et 2016.

Il lui paraît aussi important, à ce stade du dossier, de se mobiliser sur trois points, dont le premier est l'accompagnement des communes traversées, notamment Ambarès dans le cadre

de ce chantier qui va bouleverser considérablement la physionomie de la ville. Il rappelle que le calendrier du concessionnaire n'attend pas, les premiers ouvrages d'art étant pour janvier 2012 sur Ambarès, et il faut donc que tout le monde se mobilise sur ce dossier, les services communautaires en premier lieu.

En deuxième point, il considère qu'il faut aussi qu'ils se mobilisent pour demander à bénéficier du fonds de solidarité territoriale qui a été prévu à cet effet, et surtout que ce fonds de solidarité territoriale, qui concerne le tronçon Angoulême-Bordeaux, soit réparti en fonction de critères qui leur garantissent une juste répartition des fonds entre les communes traversées, en prenant en compte l'impact réel sur leurs habitants respectifs. Il se dit quelque peu inquiet, à travers les différentes réunions auxquelles ils assistent, sur la façon dont il est envisagé de répartir ce fonds de solidarité territoriale, car certains parlent de le répartir au kilomètre, ce qui ne lui va pas, et en tant que Maire, il sera très attentif à ce que ces critères soient définis de façon précise. Il croit d'ailleurs qu'il y a eu, ou qu'il va y avoir, un courrier cosigné par le Président de la Région, du Département et de la CUB, saisissant le Préfet, pour qu'ils définissent ensemble les critères de répartition de ce fonds.

Enfin, et M. TOUZEAU l'a un petit peu devancé, il estime qu'il faut aussi que l'on se mobilise et que l'on avance de façon concrète, car il va falloir rentrer dans l'opérationnel assez rapidement sur les protections de leurs populations au niveau phonique notamment, et en particulier, sur les communes de Bassens, Lormont et Cenon, ces protections n'étant pas prévues dans le cadre du traité de concession.

M. GUICHARD constate que les interventions justifiées de Jean TOUZEAU et de Michel HERITIE demandent des moyens. Il fait observer que les moyens sont dans cette délibération, c'est-à-dire les financements du désengagement de l'Etat qu'ils sont obligés d'assumer. Il regrette vraiment fortement qu'ils aient cédé à ce désengagement de l'Etat.

M. le Président Vincent FELTESSE répond sur le point évoqué par Michel HERITIE que le courrier a été signé, et qu'il est parti il y a quelques jours.

M. FREYGEFOND partage l'avis de Max GUICHARD, mais il souligne que derrière, c'est une infrastructure nécessaire pour notre agglomération, ce dont ils sont tous conscients, et ce sont aussi des emplois.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
Républicains vote contre et le groupe
des élus Europe Ecologie les Verts
s'abstient

M. FREYGEFOND

2011/9/ 84 Fiscalité professionnelle unique - Cotisation foncière des entreprises - Cotisation minimum - Décision

M. GALAN considère que les délibérations qui leur sont soumises aujourd'hui sur la fiscalité locale, ne peuvent pas être examinées en dehors de l'éclairage donné par le séminaire finances de la semaine dernière. Il invite à retenir trois constats majeurs que ce séminaire a mis en lumière, et qui découlent de la suppression de la taxe professionnelle et de la réforme

fiscale, à savoir que le levier fiscal de la CUB s'amointrit avec une part limitée à 43 % de leurs recettes, que l'investissement du PPI 2012/2016 de la CUB, programmé par les services, est menacé d'être amputé d'un quart (plus de 400 M€), et enfin que la progression habituelle de la dotation de solidarité communautaire dont bénéficient les communes, serait stoppée.

Il estime qu'à chaque décision qu'ils prennent en matière de fiscalité locale, ils ne peuvent faire l'économie d'apprécier les conséquences induites sur leur politique d'investissement, ou de solidarité avec les communes et les populations les plus frappées par la crise.

Il rappelle que ces populations, en ne prenant que celles qui vivent sous le seuil de pauvreté, représentent par exemple 42 % de la population de Lormont, 39 % de celle de Cenon, 32 % de celle de Floirac, ou encore 26 % de la population de Bordeaux

Avec la mise en place de la réforme fiscale, le groupe des élus Communistes et apparentés s'est prononcé pour fixer au plus haut niveau la fiscalité sur les entreprises, ce qui n'aurait fait qu'écorner leurs formidables profits tirés de la suppression de la taxe professionnelle. Ainsi, ils ont défendu le taux le plus élevé pour la Contribution Foncière Economique et pour la taxe sur les surfaces commerciales, et c'est ce qu'ils demandent à nouveau aujourd'hui, de fixer la Cotisation Foncière Economique minimale à son niveau maximal.

Il constate que la délibération ne le leur propose pas, et reste enfermée dans un carcan qui continue à favoriser les privilégiés et à taxer les plus faibles, puisqu'elle propose en effet un niveau de cotisation qui permet aux assujettis d'engranger de nouveaux bénéfices, leur contribution diminuant de 1 à 2 tiers en regard de la taxe professionnelle qu'ils payaient. Il fait observer que les contribuables à la taxe d'habitation ne bénéficient pas de tels cadeaux.

Pour terminer, ils ne se sentent pas responsables des effets pervers d'une réforme « imbécile », élaborée à la hâte et sans véritable étude d'impacts, mais avec des objectifs politiques précis. C'est pourquoi ils voteront donc contre le contenu de cette délibération.

Il pense que nul n'ignore au sein de cette assemblée, que son application se traduira, demain, non seulement par un recul de l'investissement et de la solidarité aux communes, mais aussi, au nom d'on ne sait quel réalisme, par des propositions d'augmenter la taxe d'habitation et les tarifs des services publics, soit autant de mesures néfastes pour les populations les plus modestes et que leur groupe refuse par avance.

M. FREYGEFOND partage l'avis de son collègue sur le fait que leur levier fiscal s'amointrit et qu'ils sont de plus en plus dépendants de l'État, comme ils l'ont rappelé lors du séminaire finances. Il tient à préciser que leur PPI n'est pas menacé par 400 M€ à supprimer, mais qu'il y a simplement des choix ou des re programmations à faire comme chaque année, des politiques qui peuvent être revues, et en tous cas, des nouvelles politiques qui arrivent aussi. Aussi ne peut-il les suivre sur cette voie là.

Concernant la DSC, il voudrait simplement dire qu'il n'est pas question qu'elle soit stoppée, et que pour l'instant, la proposition qui est faite, c'est que dans l'attente de la mauvaise nouvelle qui va arriver, et qui leur est préparée par le gouvernement sur ce fonds qui serait prélevé sur l'ensemble des communes, notamment de la Communauté Urbaine, pour participer à l'effort financier de l'Etat de réduction de la dette, ils demandent pour l'instant de laisser la DSC au niveau où elle était l'année passée tant qu'ils n'ont pas d'autre information, ce qui sera un effort dynamique. Il rappelle que cela représente presque 35 M€ pour la CUB.

Sur la fixation du taux, il note que son collègue fait une comparaison avec la Taxe d'Habitation. Il pense cependant qu'il faut faire une comparaison avec l'autre taux de CFE qu'ils ont fixé.

C'est, à son avis, une proposition juste et équilibrée. Il reconnaît qu'il y a une seule Communauté Urbaine en France qui a fait ce choix d'aller au plus haut, et ce n'est pas la proposition qui est faite, sachant qu'ils se reverront l'année prochaine là-dessus.

Enfin, Il n'est pas entièrement d'accord sur le jugement que porte M. GALAN sur la réforme de la Taxe Professionnelle. Il estime qu'elle a effectivement été faite de manière hâtive, mais il pense qu'on n'a pas totalement le recul encore, mais qu'il faudra attendre deux ou trois ans encore pour voir les effets sur les collectivités territoriales. Il rappelle qu'effectivement, pour leur établissement public, ils passent d'un taux de dépendance vis à vis de l'Etat de 30% environ, à 57%.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
Républicains vote contre

M. GAÜZERE

2011/9/ 87 Poste de "Chargé de mission Qualité/ tarification" - Direction des Transports et de la Mobilité Durable - Pôle Mobilité - Recours à un agent contractuel - Autorisation - Décision

M. GAÜZERE propose de regrouper ces neuf délibérations qui ont un point commun, c'est-à-dire qu'elles obéissent à une méthodologie et à un choix politique tout à fait particulier qui est en effet, de s'assurer d'abord et avant tout qu'ils n'ont pas eu, en interne, les compétences humaines et techniques adaptées à ces postes, avant de se tourner vers le recrutement extérieur qu'il appellera le « mercato ». Il insiste sur le fait qu'il faut être, en effet, aussi vigilant à ce que ce recrutement extérieur ne soit pas la solution de facilité qui pénaliserait une mobilité interne nécessaire dans la Communauté pour assurer à leurs collaborateurs et agents, une trajectoire et un épanouissement professionnel. Il estime qu'il faut appeler en cela la vigilance de leurs Directeurs pour qu'ils puissent être à même de dépister les talents qui sont susceptibles de se déployer au niveau de la Communauté, mais il ne faut pas pour cela, vivre en autarcie, ce qui n'est pas non plus profitable pour leurs compétences qui se complexifient de plus en plus, et de plus en plus vite, à l'intérieur de la CUB. Et comme partout, il dira qu'il faut un équilibre.

Pour rassurer ses collègues, il voudrait leur donner quelques chiffres, à savoir que dans l'effectif global de la CUB, il n'y en a que 2,32% d'origine contractuelle, et à l'intérieur, c'est dans la catégorie A qu'il existe 13,7% de recrutements de ce type.

Mme MELLIER indique que les élus Communistes et apparentés voteront l'ensemble de ces délibérations, car elles répondent à un besoin pour le bon fonctionnement du service public sur leur agglomération.

Cependant, ils veulent rappeler ici leur attachement au statut de la fonction publique territoriale, et donc aux agents qui en sont issus.

Ce n'est pas un attachement sentimental, insiste-t-elle, mais bien, pour eux, un gage d'efficacité pour remplir la mission qui est dévolue pour la continuité du service public, que met en péril la précarisation.

M. HURMIC précise que le groupe Europe-Écologie les Verts va s'abstenir sur cette délibération, car ils voudraient aller au-delà de la vigilance dont a fait état le rapporteur, et ils considèrent que le recours aux agents contractuels doit vraiment être tout à fait exceptionnel dans cette collectivité, comme dans d'autres.

Ils tiennent beaucoup à ce que ce principe là soit rappelé et ils estiment qu'il doit l'être d'autant plus que le statut actuel de la fonction publique fait l'objet de sérieuses menaces. Il pense que chacun sait que le gouvernement actuel rêve de modifier le statut de la fonction publique, et il y a même eu une proposition de loi déposée en 2009 par un député UMP, relative à la liberté de recrutement dans les collectivités. Il considère donc qu'il est de leur devoir d'être extrêmement vigilants sur ces grignotages vis-à-vis de la fonction publique territoriale.

Ils tiennent à ce que la CUB soit parfaitement exemplaire sur ce terrain là, que les recrutements contractuels soient vraiment exceptionnels, et c'est la raison pour laquelle, vis-à-vis de ces neuf délibérations qui représentent un quota assez conséquent de recrutements de contractuels, alors qu'il y en a déjà eu un certain nombre qui ont été recrutés depuis le début de l'année, ils souhaitent marquer leur vigilance, et s'abstiennent sur cette délibération.

Mme TERRAZA voudrait aussi revenir sur ces échanges, et rappeler que dans le contexte, il y a eu 237 nouveaux postes créés avec la réorganisation de la CUB, et que 9 postes de contractuels représentent 0,03% de ces créations. Sur ces neuf contractuels, elle insiste sur le fait que l'appel à candidature interne a été fait, mais que soit il n'y a pas eu de candidat, soit les candidats ne correspondaient pas au profil des postes.

Elle croit qu'en termes d'exemplarité, la CUB l'est, puisque, par rapport aux 2,32% de contractuels à la Communauté Urbaine, on compte plutôt dans les autres EPCI en France plus de 6% de contractuels, et si on prend les données de la fonction publique territoriale, on est à 20%. Elle souligne que ce n'est pas que dans la fonction publique territoriale, mais également dans la fonction publique hospitalière et dans la fonction publique d'État.

Elle pense donc qu'on n'a rien à se reprocher de ce côté-là, et qu'ils sont tous d'accord pour dire que le recours aux contractuels est parfois indispensable pour trouver des profils nécessaires à la mise en œuvre des décisions qui sont prises par cette assemblée et dont ils savent tous que les enjeux sont importants et ambitieux.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie -
les Verts s'abstient

M. GAÜZERE

2011/9/ 88 Poste de chargé de mission relations internationales à la direction générale des services - Recours à un agent contractuel - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient

M. GAÜZERE

2011/9/ 89 Poste de chargé de mission co-développement à la mission co-développement au Pôle de la Proximité - Recours à un agent contractuel - Autorisation - Décision

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient**

M. GAÜZERE

2011/9/ 90 Poste de chef de projet Tram Train à la direction des Grands travaux et Investissements de Déplacement au pôle Mobilité - Recours à un agent contractuel - Autorisation - Décision

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient**

M. GAÜZERE

2011/9/ 91 Poste de Chargé de missions Projets économiques - Recours à un agent contractuel - Autorisation - Décision

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient**

M. GAÜZERE

2011/9/ 92 Poste d'urbaniste chargé d'études et d'opérations à la direction de l'urbanisme - Recours à un agent contractuel - Autorisation - Décision

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient**

M. GAÜZERE

2011/9/ 93 Poste de chargé de missions - Direction des entreprises et de l'attractivité - Recours à un contractuel - Autorisation - Décision

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient**

M. GAÜZERE

2011/9/ 94 Poste de Contrôleur de gestion, délégation de service public thématique "Eau-Assainissement" - Recours à un agent contractuel - Autorisation - Décision

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient**

M. GAÜZERE

2011/9/ 95 Poste de Directeur de Territoire - Recours à un agent contractuel - Autorisation - Décision

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient**

M. HERITIE

2011/9/ 99 LGV GPSO - Concertation préalable sur le projet d'aménagement de la ligne Bordeaux-Sète (sortie sud de Bordeaux) - approbation, autorisation

M. ROSSIGNOL indique que les élus Verts vont s'abstenir sur cette délibération pour deux raisons, la première étant qu'il leur semble qu'il n'y a pas de réunion publique, mais que c'est de l'information par affichage, et c'est peut-être un peu insuffisant vu l'ampleur et l'importance de ce dossier. La Mairie a fait une demande en ce sens, et il semble que GPSO va modifier la concertation sur leur commune, et ils tiennent à le marquer.

Il ajoute au titre de la seconde raison, que les propos de **M. HERITIE** sur le fonds de répartition territoriale sont vraiment inquiétants sur le devenir, et surtout, les garanties qu'ils peuvent apporter à leurs populations en termes de protections contre les vibrations, de protections phoniques, et également sur le dossier de la santé environnementale des populations avoisinant les voies ferrées. Concernant la commune de Bègles, ils ont une problématique prégnante importante de traversée des voies ferrées est-ouest, et à l'heure actuelle, ils n'ont toujours pas de réponse de la part de GPSO.

Etant donné qu'ils sont garants des populations, ils s'abstiennent sur ce dossier, bien que ce soit de la concertation à laquelle ils sont très favorables, mais quand même, ils ont l'impression qu'on les balade à grande vitesse sur ce dossier.

M. HERITIE pense qu'on peut faire état de cette demande d'une réunion publique dans le cadre de leur délibération.

M. le Président Vincent FELTESSE met aux voix cette délibération en précisant qu'elle sera assortie d'un courrier à RFF.

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts s'abstient**

M. SOUBIRAN

2011/9/ 118 Cessation de l'exploitation des activités poursuivie au sein du Complexe de la viande - Décision - Autorisation

Mme ISTE rappelle que le service public en général est le garant de la solidarité entre les citoyens, aussi demande-t-elle ce qui peut pousser une collectivité majoritairement de gauche à détruire un service public.

Elle insiste sur le fait que le service public de l'abattoir est le gage de la santé et de la sécurité alimentaire, que c'est la réponse aux besoins d'abattages spécifiques et rituels sécurisés, que

c'est le maintien d'une agriculture de proximité, et le bon fonctionnement des circuits courts d'approvisionnement.

Les arguments portés ici pour cette suppression ne les convainquent pas, et d'abord le constat de baisse de consommation de viande n'est pas tout à fait juste, car si c'est le cas pour le bœuf, ça l'est moins pour d'autres viandes.

Ensuite, pour ce qui est du déclin par une baisse d'activité, elle invite à reconnaître qu'il était plus que prévisible du fait qu'aucune recherche d'opérateurs nouveaux n'a été entreprise et que la volonté de ne pas diversifier les prestations, avec par exemple la création d'une salle de découpe, a été manifeste. Elle fait remarquer qu'aucune entreprise ne peut survivre dans ce contexte, et elle dira donc qu'il s'agit d'une disparition programmée.

Cette disparition étant programmée, il est donc d'autant plus grave à leurs yeux, de ne pas avoir encore trouvé de solution pour le reclassement de tous les agents, et elle considère que l'objectif que chaque agent dispose d'une solution au plus tard au 1er janvier, doit être obligatoirement atteint, et que cette solution doit être pérenne et immédiatement opérationnelle. Or, ils savent que quelques agents seraient prêts à rejoindre le G.E.G. ou l'abattoir de Bazas, mais ils savent aussi qu'il y aura une période de latence d'au moins six mois. Elle demande comment combler ce trou pour que les agents ne perdent pas cette possibilité de reclassement qui leur conviendrait.

Elle précise que les élus Communistes et apparentés exigent qu'aucun agent ne soit licencié contre son gré, y compris les agents non européens, et ils estiment que là encore, leur responsabilité est grande de ne pas s'être souciés d'eux plus avant.

Elle conclut en récusant fortement la disparition de l'abattage public sur la CUB, tant sur le fond que sur la forme, et en indiquant qu'ils voteront contre cette délibération.

Mme FAORO observe qu'il leur est demandé aujourd'hui d'acter la fermeture de l'abattoir à la fin de l'année. Elle ne va pas reprendre tout ce qui a été dit par M. SOUBIRAN, considérant que toutes les raisons ont été déjà données, mais plutôt parler du personnel. Elle rappelle que dans ce contexte, les élus et les services communautaires ont eu depuis plusieurs mois une attention toute particulière concernant l'avenir des personnels touchés par cette fermeture, tout ayant donc été mis en œuvre pour permettre aux agents d'assurer dans les meilleures conditions leur avenir professionnel. Elle souligne que c'est un processus long, complexe, mais où le maximum d'attention est apporté aux attentes et demandes des agents, même si ceux-ci nourrissent logiquement certaines inquiétudes.

Ainsi, la dernière version du texte qui leur est présenté va dans un sens positif, à son avis. En effet, elle relève que tout est fait pour intégrer au sein des services communautaires, les agents de la régie des abattoirs qui le souhaitent et qui le peuvent, car ils doivent respecter les règles légales d'intégration de la fonction publique territoriale, impossibles pour ceux ne détenant pas la nationalité française ou celle de l'un des Etats membres de l'Union Européenne notamment. Pour ceux qui ne peuvent pas intégrer la CUB, elle rappelle qu'un reclassement dans le privé est activement recherché, et c'est notamment le cas auprès des boucheries industrielles ou de la Charcuterie Bordelaise. Par ailleurs, ils peuvent fortement espérer que les demandes de naturalisation des personnes extra communautaires aboutiront positivement et rapidement. Elle ajoute que la création d'un nouveau service de plus d'une dizaine de personnes qui répond à de nouveaux besoins, notamment en ce qui concerne le

nettoyage et l'entretien de certains bâtiments, pourra permettre l'intégration au sein des services, des agents de la régie qui le peuvent et qui le souhaitent.

Enfin, elle considère qu'ils peuvent se réjouir de la prise en compte de la problématique des petits éleveurs, dont l'existence est primordiale pour conserver une agriculture périurbaine sur leur territoire, ainsi que de l'important soutien de la CUB au réaménagement des abattoirs de Bazas, et à la création d'un abattoir sur le territoire communautaire par le groupement des éleveurs girondins.

M. RESPAUD voudrait faire deux remarques, la première tenant à un élément qui lui semble important. Il ne partage pas tout à fait la vision de **Mme ISTE** et souhaite évoquer le désintérêt de la profession qu'il a constaté par rapport à cet outil qu'était l'abattoir. Sous couvert de service public, il y a toujours eu une aide forte de la Communauté Urbaine, y compris pour le marché de la viande qui était largement déficitaire, mais il fait observer que la découpe de la viande ne constitue pas un service public, mais une activité privée comme une autre. Il souligne que certains avaient le privilège de le faire à côté de l'abattoir, très à proximité, mais la plupart ont d'autres ateliers de découpe, et cela n'avait rien à voir.

Il pense qu'il faut bien dire que la Communauté Urbaine, par rapport au complexe de la viande, par rapport à l'abattoir, par rapport au marché au vif, par rapport au marché de la viande, a été la vache à lait d'un certain nombre de personnes sous couvert de service public, et il rappelle qu'on a tout essayé pour y remédier, y compris à l'aide d'une SEM.

M. le Président Vincent FELTESSE pense qu'on ne va pas refaire toute l'histoire de l'abattoir.

M. RESPAUD poursuit que tout a été essayé pour tenter de responsabiliser les acteurs de la profession (SEM, société privée) etc...et il croit qu'il faut qu'ils soient tous convaincus que l'échec du complexe de la viande n'est pas celui de la CUB, mais celui des professions de la viande. Il estime que c'est ce qui rend cette fermeture inexorable, plus que la nécessité de reconstruire un quartier autour de la gare St Jean, mais ce n'était pas inexorable dans le cas contraire. Si le groupement des éleveurs girondins est maintenant prêt à prendre ses responsabilités en plus de l'abattoir de La Réole, il considère qu'on ne peut que s'en féliciter et il a envie de dire : « enfin ! » Mais il appelle ses collègues à faire attention avant de trop s'engager, car ce n'est pas de leur responsabilité et personnellement, il a des doutes, car les zones d'abattage sont maintenant dans celles d'élevage, et pas dans les villes. Il n'est donc pas du tout sûr qu'il faille s'engager à fond là dedans.

Sa seconde remarque est liée au personnel, **Mme FAORO** ayant dit l'essentiel. Il croit qu'il n'y a plus que deux cas, et il voudrait remercier la DRH qui a fait un boulot extraordinaire puisque, en deux ans, on n'a plus que deux cas difficiles. Il est impossible de recruter les personnels qui sont concernés, et il souligne que le licenciement est donc obligatoire, et il souhaite qu'il ne soit pas opéré sans reclassement. Il espère que ce sera fait d'ici le 1er janvier.

Mme MELLIER tient simplement à rappeler à **M. RESPAUD**, quand il dit que la CUB n'est pas responsable, qu'après l'incendie de 1993, quand on a reconstruit les abattoirs, on a reconstruit sans salle de découpe, et c'est une responsabilité de la CUB. Par contre, sur la CUB, il y a sept salles de découpe par ailleurs, et on sait que la plus-value d'un abattoir, c'est la salle de découpe. Elle estime donc qu'on a créé les conditions pour que, progressivement, les abattoirs perdent effectivement leur attractivité économique.

M. GAÜZERE invite à ne pas refaire l'histoire car il ne sert à rien de ressasser le passé. Chacun sait en effet que l'homme fait l'histoire, mais il ne sait pas l'histoire qu'il fait, ce qu'il déplore comme eux. Ce qui le console toutefois, c'est que cette ignorance ou cette incertitude est issue du résultat d'une décision démocratique prise ici.

Alors, au-delà des regrets plus ou moins argumentés des uns et des autres, il voudrait quand même leur dire que ce qui a intéressé la CUB et qui est de leur responsabilité et de celle des services des Ressources Humaines qu'il représente, c'est de s'occuper du traitement social de cette situation, et d'avoir à porter tout le pragmatisme et le réalisme au reclassement des hommes. Il croit qu'il serait tout à fait normal de rendre ici hommage au travail de ces ouvriers des abattoirs qui ont rendu service à toute la population.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
Républicains vote contre

M. TOUZEAU

2011/9/ 121 Bordeaux - Conclusion avec la Ville de Bordeaux d'un bail emphytéotique portant sur les terrains devant accueillir le "Nouveau stade" - Autorisation - Décision

M. TOUZEAU propose de terminer ce Conseil en évoquant les résultats sportifs et l'évolution des Girondins de Bordeaux qui ont besoin, lui semble-t-il, malgré l'apport des Lormontais qui ont essayé de les aider, qu'on les aide et les encourage, mais pour l'instant, ce n'est pas encore le top niveau.

Puis il donne lecture du contenu du projet de délibération

M. HURMIC annonce que les élus Verts vont voter contre cette délibération pour trois raisons en précisant qu'il n'abordera que la délibération stricto sensu, sans revenir sur leur opposition traditionnelle pour ce projet fou de grand stade.

Il indique que la première de ces raisons est que la délibération n'est pas assez précise, la deuxième qu'il s'agit d'une délibération financièrement critiquable, et la troisième et dernière, il qu'il s'agit d'une décision écologiquement aberrante.

Il souligne que la délibération n'est pas suffisamment précise, car on leur indique que le prix a été fixé en fonction de l'évaluation des Domaines dont on sait qu'ils avaient fixé un prix qui n'est pas suivi, puisque le bail va s'opérer à hauteur de 75% de la valeur fixée par les Domaines. Il constate que la CUB n'a pas suivi les préconisations, c'est à dire qu'elle fait un prix spécial intéressant pour l'utilisateur. Il relève qu'ils n'ont pas non plus tenu compte du fait que France Domaines leur avait dit et même écrit, en ce qui concerne les 10 000 m² qui sont effectivement de l'eau, que les valeurs initiales qu'il avait fixées pouvaient être maintenues pour ces emprises aquatiques. Là aussi, il constate qu'on fait cadeau de ces emprises aquatiques qui ne seront pas soumises à redevance.

Il souligne également une incertitude de la délibération, en demandant ce qu'il en est de la dépollution des sols dont on leur dit qu'elle sera à leur charge si nécessaire. Il aimerait savoir

si cette dépollution a été envisagée, et, puisque ils s'engagent sur des prix fermes et définitifs, quel sera le coût de cette dépollution qui sera finalement à leur charge. Ils savent par contre qu'il s'agit partiellement de remblais qui ont été enrichis en métaux qui contiennent des déchets de déconstruction, mais ils auraient aimé savoir, au moment où il leur est demandé d'approuver ce bail emphytéotique, quel est le coût réel des frais de dépollution qui seront à leur charge. Il demande que l'on ne se contente pas de dire « si nécessaire », car ils savent qu'ils seront nécessaires, mais pas quel sera leur coût à la charge de la collectivité.

Au moment où il leur a été indiqué ici que la CUB ne s'engagerait pas à plus de 14 M€ sur le futur grand stade de Bordeaux, ils savent déjà que le budget explose progressivement, et il ne parle pas des voiries de raccordement et des transports collectifs qui accompagneront le projet. Il répète qu'ils savent déjà, au niveau du bail, au niveau des coûts de dépollution, etc., que les frais vont sérieusement augmenter par rapport aux 15 M€ initialement envisagés, et il invite à ne pas leur dire que l'on peut comparer cela avec le stade Moga de Bègles, car il est désolé, mais ce n'est pas du tout la même configuration. Il rappelle qu'ils ont dit dès le départ, et il croit qu'à un moment donné, M. le Président était d'accord avec ce point de vue là, qu'il fallait étudier d'abord la rénovation du stade Chaban Delmas, ce qui leur coûtera moins cher que de créer ex nihilo, un nouveau stade à Bordeaux-Lac. Il relève que c'est ce qui est fait à Bègles, où il y a un stade de rugby et où on l'améliore. Il se demande pourquoi on n'a jamais chiffré et étudié les frais de rénovation du stade Chaban Delmas. Cela l'amène à dire que cette délibération est financièrement critiquable, et il ajoute que, quand le rapporteur leur a dit qu'il faut encourager leur équipe des Girondins, il est tout à fait d'accord avec lui, mais il tient à rappeler que mardi dernier, s'il n'était pas au stade pour le match Bordeaux-Lille, il a vu dans le journal le lendemain qu'il y avait 18 000 spectateurs, alors que Bordeaux accueillait le champion de France, c'est-à-dire pour un match important dans la saison. Il fait observer que c'était un stade de 24 000 places à moitié rempli et qu'ils s'apprêtent à accompagner la construction d'un stade de 43 000 places, où il risque d'y avoir 17 000 spectateurs.

Donc, quand il dit que financièrement la décision est critiquable, il s'appuie aussi sur des éléments d'actualité auxquels M. TOUZEAU faisait allusion tout à l'heure, et c'est pour cela qu'il tient à apporter également cette précision.

Enfin, il estime que cette décision est écologiquement aberrante, car ils savent que les terrains qu'ils s'apprêtent à donner en bail emphytéotique à la Ville de Bordeaux pour l'exploitation de ce stade est dans un périmètre qui concerne la présence de plusieurs zones ou espèces d'intérêt écologique signalé dans des études qui ont été réalisées, et constitue une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique, c'est-à-dire une SNIEF de type 1 qui est appelée station botanique du Barrailh, qui va être détruite à l'occasion de la construction du futur stade. Il ajoute la présence d'un bois humide qui est qualifié de zone humide, ainsi que diverses espèces patrimoniales qui ont été répertoriées. Il fait observer que c'est tout cela qu'ils vont brader et sacrifier en faveur de la construction du futur stade, et il considère donc qu'il s'agit d'une décision écologiquement irresponsable et ce, d'autant plus que M. le Président a rappelé en début de séance les objectifs qu'ils se sont assignés dans le cadre du Projet Métropolitain, à savoir meilleure utilisation de l'espace, prime aux espaces naturels, préservation et valorisation des espaces non construits. Il demande s'ils ont l'impression aujourd'hui, en bradant 13 hectares au profit d'un équipement sportif, de respecter cette meilleure utilisation de l'espace, cette prime aux espaces naturels, et la valorisation des espaces non construits.

Tout cela leur paraît totalement contradictoire par rapport aux beaux discours qu'ils tiennent ici

sur le Projet Métropolitain et cela leur semble être, en plus des critiques habituelles sur ce projet, une décision écologiquement aberrante.

Pour l'ensemble de ces raisons, il précise que les élus Verts voteront de façon très résolue contre ce bail emphytéotique.

M. ROUYEYRE note qu'il s'agit d'une délibération technique qui rentre dans le cadre opérationnel, et qui fait suite à des décisions qui ont déjà été prises. Aussi ne vont-ils pas non plus revenir sur cette question de philosophie.

Il souligne que les élus Socialistes bordelais sont également très opposés à ce grand stade et rappelle simplement qu'on leur affiche des objectifs du nombre d'habitants très importants. Il observe que leur Maire à temps partiel veut beaucoup plus d'habitants à Bordeaux, sauf que, et l'actualité de cette semaine le leur prouve encore, on n'est pas capable de proposer des cantines scolaires pour ces habitants, puisqu'il n'y a pas de place, on n'est pas capable de leur proposer des équipements de proximité, des places en crèche, ni des services publics qui font qu'on peut vivre à Bordeaux. Alors, il est sûr qu'on a un grand stade, qu'on a un centre culturel du vin, mais pour les habitants, pour les Bordelais, il remarque qu'on n'est pas en capacité de leur fournir les services publics qui sont nécessaires.

Aussi, même s'il s'agit d'une délibération technique, il annonce que les élus Socialistes bordelais vont rester fidèle à leur position et voteront contre cette délibération.

M. FREYGEFOND voudrait revenir un instant sur ce protocole d'accord qui est joint au projet de délibération, et rappeler qu'il a fait l'objet d'une délibération qu'il a rapportée l'année dernière au sein de ce Conseil, et où il était précisé dans l'article 9, qu'il y avait un engagement entre la Ville et la Communauté Urbaine, de mise en place d'un comité de pilotage et co-financeur au niveau politique, ainsi qu'un comité de suivi du contrat de partenariat entre deux conventions par le club résidant, auquel le Président de la CUB ou son représentant serait associé.

Il souhaite juste s'adresser aux élus de la Ville de Bordeaux pour leur indiquer que depuis cette convention, il n'y a jamais eu de comité de pilotage qui se soit réuni. M. le Président lui a demandé, bien évidemment, de représenter la Communauté Urbaine au sein de ce comité, et il souhaiterait, par rapport à cette convention que le Président de la Communauté Urbaine a signée avec le Maire de Bordeaux, qu'on applique au minimum ses articles et ce projet de gouvernance et d'échanges en termes de politique. Il estime normal puisqu'ils sont co-financeurs de cet équipement, qu'ils soient associés pleinement à l'élaboration du projet.

M. DUCHENE tient tout d'abord à rassurer M. FREYGEFOND, sur le fait qu'ils ne l'appliqueront pas au minimum, mais au maximum. La balle est dans leur camp, et il indique qu'il y aura un comité de pilotage qui sera organisé avant le 5 octobre, et avant le passage des délibérations au Conseil Municipal. Il souligne que l'été n'a pas été très propice à ce type de réunions, mais elle aura lieu et ils respecteront tout à fait ce sur quoi ils se sont engagés. Il précise qu'ils ont eu énormément de réunions de coordination et autres, mais il reconnaît que c'est une réunion qu'il leur faut effectivement organiser.

Par contre, il est extrêmement surpris que Matthieu ROUVEYRE parle d'un Maire à mi-temps, car il n'a pas remarqué que le Maire était absent du Conseil Municipal, alors que par contre, il lui arrive parfois de ne pas être là et il ne le lui a pas reproché. Il l'incite donc à ne pas reprocher aux autres ce qu'il n'est pas capable de faire lui-même.

Quant aux structures sociales et d'accueil de la Ville de Bordeaux, il trouve que son discours est tellement outré qu'il n'y reviendra pas. Par contre, sans donner de leçon de morale, ce qui l'étonne un peu dans cette assemblée depuis quelques heures, c'est que l'on a vu passer un certain nombre de dossiers, comme le pont Bacalan/Bastide, la LGV et le stade, et on a l'impression qu'à chaque dossier, un concert de pleureuses intervient pour ne pas vraiment les remettre en cause, mais pour développer une telle image de ces projets qu'on a l'impression qu'on y va un peu à marche forcée.

Il est désolé d'avoir à dire que le pont Bacalan/Bastide est une bonne chose, que cela va permettre de réorganiser la circulation, de relier les deux rives et que cela va surtout aussi permettre, et ça l'a permis d'ailleurs, de créer des centaines d'emplois. Il fait donc observer que c'est un bon projet et c'est une très bonne chose qu'on réalise ce pont Bacalan/Bastide. Quant à la LGV, il y a un certain nombre de contraintes pour les communes, mais c'est une bonne chose que l'on la fasse, souligne-t-il, parce qu'on sera à 2 h de Paris et qu'en plus, ce sera une véritable alternative à l'avion et bon pour l'environnement. Pour ce qui est du stade, il indique que cela permettra, effectivement, de soulager le quartier de St Augustin qui est extrêmement contraint par les personnes qui s'y rendent, et cela permettra peut-être dans ce quartier, de vivre mieux s'il est installé plus loin. Il estime que ce stade sera idéalement placé pour les liens de transports en commun, et cela permettra de se rendre dans cette enceinte de manière peut-être plus confortable.

Et pour terminer par rapport aux résultats des Girondins, il fait remarquer qu'on ne décide pas la construction d'un stade par rapport aux résultats d'une équipe ou alors, dans certains cas, ce serait une cabane de jardin et, dans d'autres, ce serait un endroit magnifique. Alors, considérant que finalement, pour ceux qui aiment le sport et pour ceux qui apprécient ce genre de sport, il précise que la construction d'un stade est aussi une bonne chose.

Pour conclure sur une note plutôt euphorique, il estime que, vu le nombre de dossiers qu'on a passés, vu les investissements financiers, vu le nombre d'emplois qui sont créés, pour ceux qui n'aiment pas le sport, il y a la culture, et la bonne nouvelle, c'est qu'ils vont démarrer avec une belle opération qui s'appelle Evento, et il pense que tout le monde sera très heureux de marier, le foot, le sport, et surtout la culture.

M. TOUZEAU n'entend pas entrer dans le débat, mais sur la partie technique et les problèmes de pollution, il indique qu'ils ont, dans le cadre de la commission, observé de très près ces éléments là, et le regard qu'ils ont eu de la part des études qui sont portées est plutôt rassurant. Il indique qu'ils se sont situés dans ce cadre là. Après, il est évident que c'est un grand équipement dont ils ont déjà débattu, et il ne rentrera pas dans le cadre des débats qui viennent d'être ouverts. Il rappelle qu'il s'agissait sur cette délibération essentiellement technique, d'autoriser ce bail emphytéotique.

M. le Président Vincent FELTESSE complète son propos de tout à l'heure pour dire qu'il entend l'opposition sur le grand stade, mais qu'en revanche, sur la localisation, par rapport à la

rocade, par rapport au fait que ce soient des terrains constructibles, par rapport au fait qu'il y ait le tramway qui arrive, il ne pense honnêtement pas du tout que ce soit une localisation absurde, loin de là. Il ne partage pas l'argument environnemental. Ensuite, il y a d'autres arguments qu'il peut entendre, mais pas celui-là.

Puis il met aux voix cette délibération.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie
les Verts et les élus Socialistes
bordelais votent contre

L'ordre du jour étant épuisé, **M. le Président Vincent FELTESSE** lève la séance à 12h45.

Le Secrétaire de séance

M. DUPRAT